



Aktivitäten und Erfolge 2014
Activités et succès 2014

Sommaire

Avant-propos du Président	6
Organisation et activité	8
Economie et marché du travail	12
Politique de l'égalité	14
Politique sociale	16
Politique des étrangers	20
Politique énergétique	22
Politique extérieure	24
Finances et service public	24
Politique de formation	26
Activité parlementaire	28
Votations fédérales	30
Information et relations publiques	34
Jeunesse.Suisse	36
Institut de formation pour les travailleurs et travailleuses ARC	38
Oeuvre d'entraide Brücke • Le pont	40
Représentations de Travail.Suisse	44
Effectif des membres des organisations affiliées	46
Adresses	48

Inhalt

Vorwort des Präsidenten	7
Organisation und Tätigkeit	9
Wirtschaft und Arbeitsmarkt	13
Gleichstellungspolitik	15
Sozialpolitik	17
Ausländerpolitik	21
Energiepolitik	23
Aussenpolitik	25
Finanzen und Service public	25
Bildungspolitik	27
Parlamentsarbeit	29
Eidgenössische Abstimmungen	31
Informations- und Öffentlichkeitsarbeit	35
Jeunesse.Suisse	37
Bildungsinstitut für Arbeitnehmende ARC	39
Hilfswerk Brücke • Le pont	41
Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen	45
Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen	47
Adressen	49

A propos de nous

Travail.Suisse est une organisation
faitière indépendante qui regroupe
environ 150 000 travailleurs et
travailleuses en Suisse.

Travail.Suisse défend les
intérêts de ses membres
sur le plan de la politique
et de l'économie. Dans ce
contexte, son objectif premier
est des conditions cadres ga-

rantissant aux travailleurs et travailleuses de bonnes
conditions de travail, une solide formation initiale et
continue et une couverture sociale fiable.

Le marché du travail, la politique sociale et les
assurances sociales, la formation initiale et continue,
la conciliation du travail et de la famille, la politique
financière et fiscale, la politique énergétique et envi-
ronnementale ainsi que la politique migratoire sont
**les thèmes sur lesquels Travail.Suisse focalise
surtout ses activités.**

**Travail.Suisse agit en toute autonomie et est
neutre sur le plan politique.** Travail.Suisse entretient
d'étroites relations avec le gouvernement et les auto-
rités, le Parlement et les partis ainsi qu'avec d'autres
associations économiques.

**Travail.Suisse souscrit au partenariat so-
cial.** Un partenariat cohérent entre les travailleurs
et travailleuses et les employeurs est une condition
essentielle à la stabilité de notre pays. Le dialogue au
lieu de la confrontation, telle est la devise de Travail.
Suisse.

**Travail.Suisse se penche en temps utile sur
les thèmes importants pour les travailleurs et
travailleuses et son apport suit toutes les étapes
du processus politique.** Dans cette démarche,
l'organisation s'appuie sur un échange de vues avec
ses fédérations affiliées.

Travail.Suisse siège dans des groupes d'ex-
perts et des commissions extra-parlementaires
et se prononce, dans le cadre de procédures de
consultation, sur toutes les modifications de loi
qui concernent les travailleurs et travailleuses.
Travail.Suisse étaye cette activité par un travail de
relations publiques soutenu.

**Travail.Suisse a la capacité de lancer des ini-
tiatives et des référendums.** L'organisation dispose
ainsi d'instruments d'intervention qui ne peuvent être
ignorés.

**Les organisations suivantes sont affiliées à
Travail.Suisse:** Syna, Organizzazione Cristiano-So-
ciale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair,
Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais
SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB,
Fédération des Associations de Professeurs des
Hautes écoles spécialisées suisses hes-ch, Fédé-
ration Suisse des Représentations du Personnel de
l'Economie Electrique FPE, Association romande des
logopédistes diplômés ARLD, Employés Droguistes
Suisse, Fédération chrétienne des travailleurs et
travailleuses hongrois/es de Suisse VUCAS.

In eigener Sache

Travail.Suisse vertritt die Interessen der Mitglieder in Politik und Wirtschaft. Dabei sind Rahmenbedingungen das oberste Ziel, welche den Arbeitnehmenden gute Arbeitsbedingungen, eine solide Aus- und Weiterbildung und eine verlässliche soziale Absicherung gewährleisten.

Travail.Suisse ist vor allem aktiv zu den Themen Arbeitsmarkt, Sozialpolitik und Sozialversicherungen, Aus- und Weiterbildung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Finanz- und Steuerpolitik, Energie- und Umweltpolitik sowie Migrationspolitik.

Travail.Suisse handelt unabhängig und ist keiner Partei verpflichtet. Travail.Suisse pflegt enge Beziehungen zu Regierung und Behörden, Parlament und Parteien sowie Wirtschaftsverbänden.

Travail.Suisse bekennt sich zur Sozialpartnerschaft. Eine gut funktionierende Partnerschaft zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden ist eine zentrale Voraussetzung für die Stabilität unseres Landes. Dialog statt Konfrontation lautet die Devise von Travail.Suisse.

Travail.Suisse greift arbeitnehmerrelevante Themen frühzeitig auf und gestaltet sie über alle Etappen des politischen Prozesses mit. Die Organisation stützt sich dabei auf den intensiven Meinungsaustausch mit ihren Mitgliedsverbänden.

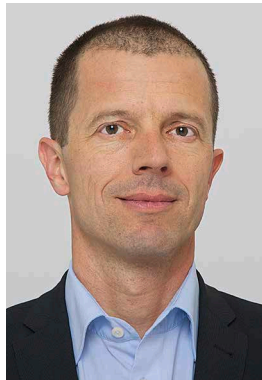
Travail.Suisse hat Einsitz in Expertengruppen und ausserparlamentarischen Kommissionen und nimmt im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu allen arbeitnehmerrelevanten Gesetzesänderungen Stellung. Travail.Suisse verstärkt diese Arbeit durch konsequente Öffentlichkeitsarbeit.

Travail.Suisse ist initiativ- und referendumsfähig. Damit verfügt die Organisation über Handlungsinstrumente, die nicht ignoriert werden können.

Travail.Suisse ist der unabhängige Dachverband von rund 150 000 Arbeitnehmenden in der Schweiz.

Travail.Suisse hat folgende Organisationen als Mitglieder: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Schweizer Verband der Fachhochschuldozierenden fh-ch, Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE, Association romande des logopédistes diplômés ARLD, Angestellte Drogisten Suisse, Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS.

Avant-propos du président



C'est par un tremblement de terre politique qu'a commencé l'année 2014, l'initiative «contre l'immigration de masse» ayant été acceptée le 9 février, à une courte majorité.

Les questions liées à la mise en oeuvre de la décision prise par le peuple ont ensuite marqué le débat politique tout au long de l'année. Pour Travail.Suisse, seule entre en ligne de compte une mise en oeuvre compatible avec les accords bilatéraux conclus avec l'UE. De plus, nous n'acceptons aucune discrimination sur le marché du

travail – donc pas de statut de saisonnier – et, suite à ce verdict populaire, il faut prendre encore plus au sérieux le contrôle des salaires et des conditions de travail.

Sur un point au moins, le résultat de cette votation a eu des retombées positives: les milieux politiques et économiques ont compris qu'il n'est possible de limiter l'immigration que si des efforts sont faits dans notre pays en faveur des travailleurs et travailleuses. Les mots-clés inhérents à une telle approche sont en particulier une meilleure conciliation entre travail et famille et la volonté des employeurs de donner une réelle chance lors de l'embauche à des personnes qui ont déjà un certain âge ou qui ne sont pas hautement qualifiées.

Travail.Suisse a d'ailleurs présenté une prise de position en lien avec les travailleurs et travailleuses d'un certain âge, prise de position visant une nouvelle politique de la formation, à l'écoute des besoins de ces personnes. Alors que les questions en matière de politique de la formation ne font pas de grosses vagues la plupart du temps, Travail.Suisse a reçu cette fois de nombreuses réactions de la part

des personnes concernées, un fait rare. L'acuité politique de ce thème est grande, car, pour la première fois, le groupe de population qui se rend le plus souvent aux urnes – les travailleurs et travailleuses d'un certain âge – est directement concerné par des problèmes affectant le marché du travail.

Travail.Suisse a aussi pris position fermement sur d'autres thèmes et déployé une activité médiatique à leur sujet. C'est ainsi qu'au printemps notre organisation a présenté sa prise de position sur l'encouragement des diplômés professionnels pour adultes et donné une conférence de presse sur les derniers développements en ce qui concerne le congé paternité. Ces deux thèmes ont déjà trouvé un écho politique. Le sommet national consacré à la formation professionnelle a mis l'accent sur la formation de rattrapage et, en ce qui concerne le congé paternité, des interventions parlementaires pourraient être susceptibles de réunir une majorité.

Notre étude annuelle sur les salaires des managers a eu en juin un écho retentissant dans les médias. Il ressort des résultats que les interventions politiques relatives aux salaires de cette caste et les initiatives lancées jusqu'à présent n'ont malheureusement eu aucune incidence sur la situation. En automne, dans un document de prise de position sur la réforme de l'imposition des entreprises III, nous avons expliqué qu'il est inconcevable de continuer à offrir des cadeaux fiscaux aux entreprises. Quant à l'analyse des gains des assureurs vie dans le 2e pilier, que nous menons chaque année, elle a certainement contribué à ce que le Conseil fédéral envisage désormais de prendre des mesures adéquates.

Notre activité politique en 2014 s'est terminée avec la campagne, qui a porté ses fruits, contre l'initiative Ecopop. Le clair rejet de cette initiative montre que la population ne souhaite ni une limitation rigide

de l'immigration ni une société discriminatoire à deux vitesses sur le marché du travail. Je remercie de tout cœur les personnes qui se sont investies dans cette campagne ardue mais de prime importance.

A l'Assemblée des délégué-e-s, nous avons dit au revoir à notre vice-présidente Josiane Aubert. Avec son départ, c'est une intense et fructueuse collaboration de cinq années qui s'est terminée. Je lui réitère ici mes sincères remerciements. Nous avons trouvé en la personne de Jacques-André Maire un vice-président très compétent qui s'engage avec conviction en faveur de Travail.Suisse. Preuve de l'incontestable attractivité de Travail.Suisse, nous avons en outre eu le plaisir d'admettre l'affiliation d'une nouvelle fédération, l'AV ABB.

Pour terminer, une note toute personnelle: après presque 16 ans d'engagement chez et en faveur de Travail.Suisse, le moment est venu de me lancer encore une fois dans une nouvelle activité. Pour cette raison, le Congrès de septembre 2015 va décider de ma succession. Je tiens déjà à dire que mon travail chez Travail.Suisse a été synonyme de temps formidables, passionnants et stimulants. Je remercie de tout cœur les personnes qui m'ont épaulé et soutenu au cours de ces nombreuses années.

Mais il va falloir relever encore quelques défis avant le Congrès; c'est ensemble que nous restons fidèles à notre objectif, celui d'avoir une part active dans le devenir de la Suisse en appliquant nos principes, valeurs et convictions. Je remercie sincèrement toutes les personnes qui, au sein des fédérations, du Comité ou du Bureau exécutif de Travail.Suisse y contribuent grandement!

Martin Flügel, Président

Vorwort des Präsidenten

Mit dem hauchdünnen Ja zur Masseneinwanderungsinitiative am 9. Februar begann das Jahr 2014 mit einem politischen Erdbeben. Die Fragen rund um die Umsetzung dieses Volksentscheids prägten die politische Diskussion für den Rest des Jahres. Für Travail.Suisse kommt nach wie vor nur eine Umsetzung in Frage, die mit den bilateralen Verträgen mit der EU kompatibel ist. Zudem akzeptieren wir keine Diskriminierung auf dem Arbeitsmarkt – also kein Saisonierstatut – und die Kontrolle von Löhnen und Arbeitsbedingungen muss nach diesem Volksverdict noch ernster genommen werden.

Mindestens in einem Punkt entfaltete das Abstimmungsergebnis positive Wirkung. Politik und Wirtschaft haben begriffen, dass die Zuwanderung nur begrenzt werden kann, indem mehr für die Arbeitnehmenden in der Schweiz getan wird. Die Stichworte dazu sind insbesondere die bessere Vereinbarkeit von Beruf und Familie und die Bereitschaft der Arbeitgeber, bei Anstellungen auch älteren oder nicht top-qualifizierten Arbeitnehmenden eine echte Chance zu geben.

Gerade zum Thema der älteren Arbeitnehmenden präsentierte auch Travail.Suisse ein Positionspapier für eine neue Bildungspolitik, die den Bedürfnissen von älteren Arbeitnehmenden Rechnung trägt. Während bildungspolitische Anliegen meist keine grossen Wellen werfen, war das dieses Mal anders. Noch selten erhielten wir bei Travail.Suisse so viele Reaktionen von Betroffenen. Die politische Brisanz des Themas ist enorm. Denn mit den gut ausgebildeten älteren Arbeitnehmenden ist wohl erstmals jene Bevölkerungsgruppe von Problemen auf dem Arbeitsmarkt direkt betroffen, die am häufigsten an die Urne geht.

Auch zu weiteren Themen bezog Travail.Suisse mit Positionspapieren und Medienarbeit wirkungsvoll

Stellung. So im Frühling mit einem Positionspapier zur Förderung von Berufsabschlüssen für Erwachsene und mit einer Medienkonferenz zu den neuesten Entwicklungen beim Vaterschaftsurlaub. Beide Themen fanden bereits ihren Niederschlag in der Politik. Die Nachholbildung wurde am Spitzentreffen Berufsbildung zum neuen Schwerpunkt erhoben und zum Vaterschaftsurlaub gibt es erneut parlamentarische Vorstösse, die nun auch mehrheitsfähig werden könnten.

Im Juni fand unsere jährliche Managerlohnstudie grosse mediale Aufmerksamkeit. Die Ergebnisse zeigen, dass die bisherigen politischen Vorstösse und Initiativen leider in den Salären der Managerkaste keine Spuren hinterliessen. Im Herbst machten wir mit dem Positionspapier zur Unternehmenssteuerreform III klar, dass weitere Steuergeschenke an die Unternehmen nicht drin liegen. Und unsere jährliche Analyse zu den Gewinnen der Lebensversicherer in der 2. Säule trug sicher dazu bei, dass nun auch der Bundesrat entsprechende Massnahmen ergreifen will.

Den politischen Abschluss des Jahres bildete der erfolgreiche Kampf gegen die Epopop-Initiative. Das klare Ergebnis zeigt, dass die Bevölkerung weder strikte Zuwanderungsbegrenzungen noch eine diskriminierende Zweiklassengesellschaft auf dem Arbeitsmarkt will. Allen, die sich in diesem schwierigen, aber sehr wichtigen Abstimmungskampf engagiert haben, danke ich ganz herzlich.

An der Delegiertenversammlung verabschiedeten wir unsere Vizepräsidentin Josiane Aubert. Damit ging eine fünfjährige intensive und fruchtbare Zusammenarbeit zu Ende, für die ich Josiane Aubert noch einmal einen grossen Dank ausspreche. Gleichzeitig konnten wir mit Jacques-André Maire einen Vizepräsidenten gewinnen, der sich mit hoher Kompetenz

und grossem Engagement für die Sache von Travail.Suisse einsetzt. Im Weiteren durften wir mit der AV Angestellte ABB auch dieses Jahr einen neuen Verband aufnehmen, was die Attraktivität von Travail.Suisse einmal mehr unter Beweis stellt.

Zum Schluss ein Wort in persönlicher Sache. Für mich ist nach fast 16 Jahren Engagement bei und für Travail.Suisse der Zeitpunkt gekommen, beruflich noch einmal etwas Neues anzupacken. Der Kongress im September 2015 wird deshalb meine Nachfolge bestimmen. Bereits jetzt ist für mich klar, dass ich bei Travail.Suisse eine wunderbare, spannende und herausfordernde Zeit erleben durfte. Ich danke allen ganz herzlich, die mich in diesen vielen Jahren begleitet und unterstützt haben.

In der Zeit bis zum Kongress sind aber noch einige Herausforderungen anzupacken und gemeinsam wollen wir unserem Anspruch treu bleiben, die Schweiz nach unseren Vorstellungen und Ideen mitzugestalten. Ich danke allen, die in den Verbänden, im Vorstand oder auf der Geschäftsstelle von Travail.Suisse mit grossem Einsatz ihren Beitrag dazu leisten!

Martin Flügel, Präsident

Nouvelle vice-présidence

Assemblée des délégué-e-s : horaires de travail au centre des préoccupations

L'Assemblée annuelle des délégué-e-s a eu lieu le 9 mai 2014 à Berne.

Le thème central en était la libéralisation des horaires de travail en Suisse. Pascal Richoz, chef du centre de prestations « Conditions de travail » au Secrétariat d'Etat Seco, et Gabriel Fischer, responsable de la politique économique chez Travail.Suisse, ont fourni une introduction à ce thème. Pascal Richoz a surtout parlé des dispositions légales aujourd'hui en vigueur et souligné l'importance de la loi sur le travail régissant la protection de la santé des travailleurs et travailleuses. Il a constaté que cette loi continue de tenir compte convenablement de la nécessité de protéger la santé et que depuis 1964 la loi sur le travail n'a subi aucune modification fondamentale. De son côté, Gabriel Fischer a mis en évidence la forte pression à laquelle sont exposées actuellement les heures de travail en Suisse. Il est indubitable que la flexibilisation des horaires de travail est de plus en plus souvent axée uniquement sur les intérêts des employeurs, que le nombre d'heures supplémentaires est en augmentation et que le dimanche sans travail subit des attaques de plus en plus nombreuses. La pression sur les horaires des personnes travaillant dans le commerce de détail, la deuxième plus importante branche de l'économie suisse, est apparemment de plus en plus forte. Il importe donc de rester vigilant et d'endiguer cette évolution malsaine.

Mais la discussion n'a pas porté uniquement sur les heures de travail, mais aussi sur le oui du peuple et des Chambres, le 9 février, à l'initiative contre

l'immigration de masse. Les délégué-e-s craignent que la mise en œuvre de cette initiative soit aussi l'occasion de réintroduire, par la petite porte, le statut de saisonnier. Une telle situation serait fatale aux travailleurs et travailleuses qu'elle concernerait directement, étant donné qu'elle les mettrait à la merci de leurs employeurs et les forcerait à accepter des bas salaires et de mauvaises conditions de travail. Elle serait en outre fatale à l'ensemble des travailleurs et travailleuses. Le niveau des salaires et les conditions de travail subiraient une pression qui affecterait des branches entières. Les délégué-e-s ont adopté une résolution qui dit un non clair à la réintroduction du statut de saisonnier et exige un régime du marché du travail sans discrimination mais avec une solide protection des salaires.

L'Assemblée des délégué-e-s de 2014 était aussi appelée à élire deux nouveaux vice-présidents. Elle a nommé le conseiller national Jacques-André Maire (PS/NE) pour succéder à la conseillère nationale Josiane Aubert qui a assumé le mandat de vice-présidente de Travail.Suisse depuis 2009. Sa fonction l'a amenée à entretenir le lien entre Travail.Suisse et le Parlement. Jacques-André Maire va désormais veiller à ce que ce lien soit maintenu. Les délégué-e-s ont également élu l'ancien conseiller national Meinrado Robbiani, co-président et secrétaire général de l'OCST, pour succéder à Eric Dubuis (Hotel & Gastro Union) à la vice-présidence.

Les délégué-e-s ont ensuite accepté l'affiliation de l'AV ABB qui devient membre à part entière de Travail.Suisse.

Comité : le 9 février 2014 et ses conséquences

En 2014, les membres suivants ont siégé au Comité de Travail.

Suisse: Martin Flügel (Président), la conseillère nationale Josiane Aubert (vice-présidente jusqu'en mai 2014), le conseiller national Jacques-André Maire (vice-président depuis mai 2014), Eric Dubuis (vice-président jusqu'en mai 2014, Hotel & Gastro Union), Meinrado Robbiani (vice-président depuis mai 2014, OCST), Kurt Regotz, Arno Kerst, Chantal Hayoz Clément, Sabine Hunger et Joël Mugny (tous Syna); Lorenzo Jelmini (OCST); Urs Masshardt et Hanspeter Göldi (les deux Hotel & Gastro Union); Robert Métrailler et Janine Wicki (les deux transfair); Patrik Chabbey et Bernard Tissières (les deux SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB, depuis juillet 2014); Gaston Wolf (fh-ch); Franz Ettlin (FPE); Michèle Kaufmann-Meyer (ARLD, petites associations); Rudolf Henes (associations régionales), Roman Helfer (Jeunesse.Suisse, depuis mai 2014). Franziska Theiler, directrice de l'œuvre d'entraide Brücke • Le pont, a pris part aux séances, toutefois sans droit de vote.

Chantal Hayoz Clément et Kurt Regotz ont démissionné du Comité à fin 2014. Diego Frieden et Carlo Mathieu les remplacent.

Le Comité s'est penché sur un grand nombre de sujets. La mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse et ses possibles retombées sur les travailleurs et travailleuses ont alimenté la discussion au cours de plusieurs séances. La libéralisation des heures de travail en général et dans le commerce de détail en particulier a figuré plusieurs fois à l'ordre du jour. Le Comité a en outre discuté des mesures

Veränderung im Vizepräsidium

Delegiertenversammlung: Arbeitszeit im Fokus

Die jährliche Delegiertenversammlung fand 2014 am 9. Mai in Bern statt. Thematisch war sie der Liberalisierung der Arbeitszeiten in der Schweiz gewidmet. Die Einführung in das Thema übernahmen Pascal Richoz, Chef des Leistungsbereichs «Arbeitsbedingungen» im Staatssekretariat für Wirtschaft Seco, und Gabriel Fischer, Leiter Wirtschaftspolitik bei Travail.Suisse. Pascal Richoz ging in seinen Ausführungen vor allem auf die heute gültige rechtliche Situation ein und unterstrich die Bedeutung des Arbeitsgesetzes im Hinblick auf den Gesundheitsschutz der Arbeitnehmenden. Er stellte fest, dass das Arbeitsgesetz diese Aufgabe nach wie vor gut wahrnimmt und seit 1964 auch keine fundamentalen Änderungen mehr erfahren hat. Gabriel Fischer wies seinerseits auf den hohen Druck hin, welchem die Arbeitszeiten in der Schweiz heute ausgesetzt sind. Es kann nicht wegdiskutiert werden, dass die Flexibilisierung der Arbeitszeiten immer häufiger einseitig zugunsten der Arbeitgebenden erfolgt, dass immer mehr Überstunden geleistet werden und dass die Angriffe auf den arbeitsfreien Sonntag zunehmen. Vor allem die Arbeitszeiten der Beschäftigten im Detailhandel, der zweitgrössten Branche der Schweizer Volkswirtschaft, kommen immer mehr unter Druck. Es gilt deshalb, wachsam zu bleiben und diese ungesunde Entwicklung zu bremsen.

Intensiv diskutiert wurde jedoch nicht nur über die Arbeitszeiten, sondern auch über das Ja von Volk und Ständen vom 9. Februar zur Masseneinwanderungsinitiative. Die Delegierten gaben ihrer Befürchtung Ausdruck, dass bei der Umsetzung dieser

Initiative versucht wird, durch die Hintertüre das Saisonierstatut wieder einzuführen. Das wäre nicht nur für die direkt betroffenen Arbeitnehmenden fatal, weil sie ihren Arbeitgebern schutzlos ausgeliefert wären und tiefe Löhne und schlechte Arbeitsbedingungen akzeptieren müssten. Das Lohnniveau und die Arbeitsbedingungen würden über ganze Branchen hinweg gedrückt. Die Delegierten verabschiedeten eine Resolution, mit der sie der Einführung eines neuen Saisonierstatuts eine klare Absage erteilten und ein Arbeitsmarktregime ohne Diskriminierung und mit starkem Lohnschutz forderten.

Die Delegiertenversammlung war 2014 auch aufgerufen, zwei neue Vizepräsidenten zu wählen. Sie wählte Nationalrat Jacques-André Maire (SP/NE) zum Nachfolger von Nationalrätin Josiane Aubert. Josiane Aubert hatte seit 2009 als Vizepräsidentin von Travail.Suisse geamtet und in dieser Funktion die Beziehung von Travail.Suisse zum Parlament sichergestellt. Diese Aufgabe wird künftig Jacques-André Maire übernehmen. Die Delegierten wählten zudem alt Nationalrat Meinrado Robbiani, Co-Präsident und Generalsekretär der OCST, zum Nachfolger von Eric Dubuis (Hotel & Gastro Union) ins Vizepräsidium.

Schliesslich beschlossen die Delegierten, die Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB als Vollmitglied bei Travail.Suisse aufzunehmen.

Vorstand: Der 9. Februar 2014 und seine Folgen

Folgende Mitglieder wirkten 2014 im Vorstand von Travail.Suisse mit: Martin Flügel (Präsident), Nationalrätin Josiane Aubert (Vizepräsidentin bis Mai 2014), Nationalrat



Jacques-André Maire ist Nachfolger von Josiane Aubert im Vizepräsidium von Travail.Suisse.

Jacques-André Maire succède à Josiane Aubert à la vice-présidence de Travail.Suisse.

Jacques-André Maire (Vizepräsident seit Mai 2014), Eric Dubuis (Vizepräsident bis Mai 2014, Hotel & Gastro Union), Meinrado Robbiani (Vizepräsident seit Mai 2014, OCST), Kurt Regotz, Arno Kerst, Chantal Hayoz Clément, Sabine Hunger und Joël Mugny (alle Syna); Lorenzo Jelmini (OCST); Urs Masshardt und Hanspeter Göldi (beide Hotel & Gastro Union); Robert Métrailler und Janine Wicki (beide transfair); Patrik Chabbey und Bernard Tissières (beide SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB, seit Juli 2014); Gaston Wolf

envisageables dans le domaine de la politique de formation afin de maintenir sur le marché du travail des travailleurs et travailleuses qui ont déjà un certain âge. La réforme de la prévoyance vieillesse 2020, la réforme de l'imposition des entreprises III et la formation de rattrapage ont aussi été au cœur de la discussion. Les consignes de vote en vue des votations fédérales relevaient aussi de la compétence du Comité (cf. chapitre «votations fédérales»).

Dans sa séance spéciale de 2014, qui a eu lieu à Bienne, le Comité s'est penché sur la mécanique politique et les possibilités d'influer sur la politique dans la Berne fédérale. Le Comité a aussi reçu des informations sur la planification prévue par le Bureau exécutif en 2014.

En 2014, Martin Flügel a informé le Comité de ne pas vouloir assumer un nouveau mandat de Président. Une commission en charge de la préparation de sa succession a été mise en place par le Comité.

Elle est constituée de membres du Comité et de deux membres du Bureau exécutif.

**Bureau exécutif :
grande cohérence**

En 2014, un important changement a eu lieu au Bureau exécutif de Travail.Suisse avec le départ de

Angela Zihler. Angela Zihler a tout d'abord été responsable du projet Formation professionnelle, puis ce projet étant terminé, elle a été très active surtout dans les domaines réinsertion professionnelle et formation de rattrapage. En lien avec ces deux thèmes, elle a effectué des analyses très étoffées et appréciées et s'est en outre occupée du remaniement et de la réédition de divers manuels de Travail.Suisse consacrés à des questions relevant du droit du travail. Le poste de Angela Zihler n'a pas été repourvu.

Voici donc la nouvelle composition du Bureau exécutif : Martin Flügel (Président et directeur), Valérie

Borioli Sandoz (responsable Politique de l'égalité), Gabriel Fischer (responsable Politique économique), Matthias Kuert Killer (responsable Politique sociale), Linda Rosenkranz (responsable Communication), Therese Schmid (responsable Administration), Erich Tschirky (responsable Finances), Denis Torche (responsable Politique de migration, Politique énergétique et environnementale, Politique fiscale et financière, Politique extérieure) et Bruno Weber-Gobet (responsable Politique de formation).

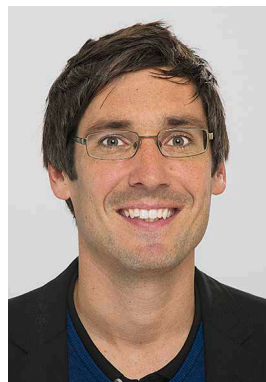
Sur le plan administratif, le Bureau exécutif est épaulé par Aline Meyer et Chantal Gagnebin.

En 2014, dans le cadre d'un stage pratique chez Travail.Suisse, Markus Koch a pris sous la loupe les chiffres les plus récents relatifs aux salaires des managers des plus importantes entreprises cotées en bourse.



Martin Flügel, Président

Martin Flügel, Präsident



*Gabriel Fischer,
responsable politique
économique*

*Gabriel Fischer,
Leiter Wirtschaftspolitik*



*Matthias Kuert Killer,
responsable politique sociale*

*Matthias Kuert Killer,
Leiter Sozialpolitik*

(fh-ch); Franz Ettlin (VPE); Michèle Kaufmann-Meyer (ARLD, kleine Verbände); Rudolf Henes (regionale Vereinigungen), Roman Helfer (Jeunesse.Suisse, seit Mai 2014). An den Zusammenkünften nahm jeweils auch Franziska Theiler, Geschäftsleiterin des Hilfswerks Brücke • Le pont, teil, allerdings ohne Stimmrecht.

Chantal Hayoz Clément und Kurt Regotz schieden Ende 2014 aus dem Vorstand aus. Sie werden durch Diego Frieden und Carlo Mathieu ersetzt.

Inhaltlich setzte sich der Vorstand mit einer Vielzahl von Vorlagen auseinander. Die Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative und die möglichen Auswirkungen auf die Arbeitnehmenden waren an mehreren Sitzungen Diskussionsgegenstand. Auch die Liberalisierung der Arbeitszeiten generell und im Detailhandel im Besonderen stand mehrmals auf der Traktandenliste. Der Vorstand diskutierte zudem über mögliche Massnahmen im Bereich der Bildungspolitik, um ältere Arbeitnehmende auf dem Arbeitsmarkt zu halten. Die Reform der Altersvorsorge 2020, die Unternehmenssteuerreform III und die Nachholbildung waren weitere zentrale Diskussionsgegenstände. Ebenfalls in die Kompetenz des Vorstandes fiel zudem die Parolenfassung zu den eidgenössischen

Volksabstimmungen (vgl. Kapitel «Eidgenössische Volksabstimmungen»).

Die Klausursitzung des Vorstandes fand 2014 in Biel statt. Sie war der Auseinandersetzung mit der Politikmechanik und den Möglichkeiten, in Bundesbern politisch Einfluss zu nehmen, gewidmet. Zudem liess sich der Vorstand im Rahmen dieser Sitzung auch über die Jahresplanung 2014 der Geschäftsleitung informieren.

Der Vorstand wurde 2014 von Martin Flügel auch über seinen Entscheid, sich nicht für eine weitere Amtsperiode als Präsident zur Verfügung zu stellen, informiert. Der Vorstand hat aus seinen Reihen und unter Beizug von zwei Mitgliedern der Geschäftsleitung eine Findungskommission eingesetzt, die die Nachfolge von Martin Flügel vorbereitet.

Geschäftsleitung: Grosse Beständigkeit

Die Geschäftsleitung hat 2014 eine wesentliche Änderung erfahren durch

den Weggang von Angela Zihler. Angela Zihler war als Projektleiterin Berufsbildung zu Travail.Suisse gekommen. Nach Abschluss dieses Projekts hat sie sich vor allem in den Bereichen Wiedereinstieg und

Nachholbildung engagiert und zu beiden Themenbereichen fundierte und viel beachtete Untersuchungen verfasst. Zudem hat sie sich der Überarbeitung und Neuauflage von diversen Ratgebern von Travail.Suisse zu arbeitsrechtlichen Fragen gewidmet. Die Stelle von Angela Zihler ist nicht neu besetzt worden.

Die Geschäftsleitung setzt sich damit wie folgt zusammen: Martin Flügel (Präsident und Geschäftsleiter), Valérie Borioli Sandoz (Leiterin Gleichstellungspolitik), Gabriel Fischer (Leiter Wirtschaftspolitik), Matthias Kuert Killer (Leiter Sozialpolitik), Linda Rosenkranz (Leiterin Kommunikation), Therese Schmid (Leiterin Administration), Erich Tschirky (Finanzverantwortlicher), Denis Torche (Leiter Ausländerpolitik, Energie- und Umweltpolitik, Steuer- und Finanzpolitik, Aussenpolitik) und Bruno Weber-Gobet (Leiter Bildungspolitik).

In administrativer Hinsicht wird die Geschäftsleitung durch Aline Meyer sowie Chantal Gagnebin unterstützt.

Markus Koch arbeitete 2014 im Rahmen eines Praktikums bei Travail.Suisse die neusten Zahlen in Bezug auf die Löhne der Manager der grössten börsenkotierten Unternehmen auf.



*Valérie Borioli Sandoz,
Leiterin Gleichstellungspolitik*

*Valérie Borioli Sandoz,
responsable politique d'égalité*



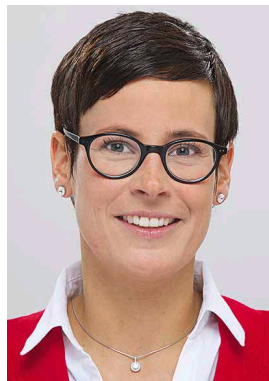
*Bruno Weber,
Leiter Bildungspolitik*

*Bruno Weber,
responsable politique
de formation*



*Therese Schmid,
Leiterin Administration*

*Therese Schmid,
responsable administration*



*Linda Rosenkranz,
responsable de la
communication*

*Linda Rosenkranz,
Leiterin Kommunikation*



*Denis Torche,
responsable politique de
migration, politique extérieure,
politique financière et fiscale et
politique environnementale*

*Denis Torche, Leiter Migra-
tions-, Umwelt-, Steuer- und
Aussenpolitik*



*Erich Tschirky,
responsable des finances*

*Erich Tschirky,
Finanzverantwortlicher*

Economie et marché du travail

Marché du travail sous pression

Economie en pleine croissance

L'économie suisse peut jeter un regard rétrospectif sur des années positives. Elle a très bien résisté

à un contexte tourmenté et poursuivi, en 2014, sa solide croissance depuis qu'elle a surmonté la crise financière et de la dette. Les prévisions relatives à la croissance de l'économie s'élevaient à 1.8 pour cent. Par ailleurs, l'économie intérieure soutient la conjoncture. En 2014, la consommation privée et l'industrie de la construction ont grandement contribué à cette évolution positive et, également pour l'économie d'exportation, le taux plancher du franc entretenu par la Banque nationale a engendré la sécurité en termes de planification et débouché sur des perspectives réjouissantes. Dans le domaine du tourisme, la situation est plus contrastée.

Marché du travail à la traîne par rapport au développement économique

Le marché du travail n'a pu s'aligner sur l'évolution favorable de l'économie. Certes, au cours du premier semestre, l'effectif des personnes au chômage en Suisse a baissé et, au cours du second semestre, il a moins augmenté que l'année précédente. Donc, à fin 2014, l'effectif étant de 147 369 personnes, il a légèrement baissé par rapport au nombre de personnes au chômage inscrites auprès des offices régionaux de placement une année avant. Le taux de chômage moyen se maintient à 3.2 pour cent et n'a donc pas baissé ces quatre dernières années, malgré un développement économique réjouissant. L'excédent de recettes de l'assurance-chômage s'élèvent à 700 millions de francs ce qui engendre une baisse à 3.3 milliards de francs des prêts cumulés de trésorerie de la Confédération.

De gros dégâts évités

Deux votations populaires relatives à la politique d'immigration ont eu lieu en 2014. Après le oui du 9 février à l'initiative contre l'immigration de masse, il importait d'éviter les pires retombées. Au sein du groupe d'experts chargé d'élaborer la mise en œuvre des nouvelles dispositions constitutionnelles, Travail.Suisse a défendu le maintien des accords bilatéraux avec l'Union Européenne et s'est opposée en particulier à une précarité accrue des conditions de travail, qu'il s'agisse de la réintroduction du statut de saisonnier ou de l'augmentation du nombre d'autorisations de séjour de courte durée. En automne, dans le but d'éviter de fortes turbulences sur le marché suisse du travail, il lui a fallu lutter contre l'initiative rigide lancée par Ecopop. Son rejet laisse espérer le maintien et l'amélioration des mesures d'accompagnement. Pour Travail.Suisse, de telles mesures sont nécessaires



Chantal Gagnebin,
Administration



Aline Meyer,
Administration

Wirtschaft und Arbeitsmarkt

Arbeitsmarkt unter Druck

Wirtschaft auf Wachstumskurs

Die Schweizer Wirtschaft hat erfolgreiche Jahre hinter sich. In einem schwierigen Umfeld hat

sie sich sehr gut gehalten und auch 2014 den soliden Wachstumskurs seit der Überwindung der Finanz- und Schuldenkrise fortgesetzt. Die Prognosen für das Wirtschaftswachstum beliefen sich auf 1.8 Prozent. Weiterhin ist es die Binnenwirtschaft, welche die Konjunktur stützt. Der private Konsum und die Bauwirtschaft trugen 2014 massgeblich zur positiven Entwicklung bei. Dank des Frankenmindestkurses der Nationalbank herrschten auch für die Exportwirtschaft Planungssicherheit und damit aufhellende Perspektiven. Durchzogener präsentiert sich das Bild beim Tourismus.

Arbeitsmarkt hinkt hinter Wirtschafts-entwicklung her

Der Arbeitsmarkt konnte mit der positiven Wirtschaftsentwicklung aber nicht mithalten. Zwar reduzierte sich im ersten

Halbjahr die Zahl der Arbeitslosen in der Schweiz und stieg im zweiten Halbjahr weniger stark an als im Vorjahr, so dass per Ende Dezember 2014 mit 147 369 Personen leicht weniger Arbeitslose bei den Regionalen Arbeitsvermittlungen (RAV) eingeschrieben waren als ein Jahr zuvor. Die durchschnittliche Arbeitslosenquote liegt aber unverändert bei 3.2 Prozent und ist damit, trotz erfreulicher Wirtschaftsentwicklung, das vierte Jahr in Folge nicht gesunken. Die Arbeitslosenversicherung weist einen Ertragsüberschuss von rund 700 Millionen Franken aus, was einen Rückgang der kumulierten Bundestresorerdarlehen auf 3.3 Milliarden Franken bewirkt.

Grösserer Schaden abgewendet

2014 stand ganz im Zeichen von zwei einwanderungspolitischen Abstimmungen. Nach

der Annahme der Masseneinwanderungsinitiative am 9. Februar galt es schlimmste Entwicklungen zu verhindern. In der Expertengruppe zur Umsetzung der neuen Verfassungsbestimmung hat sich Travail Suisse für den Erhalt der bilateralen Verträge mit der Europäischen Union eingesetzt und insbesondere der Ausbreitung von prekären Arbeitsverhältnissen, sei es in Form einer Wiederbelebung des Saisonierstatuts oder einer Zunahme von Kurzaufenthaltsbewilligungen, eine Absage erteilt. Im Herbst musste die starre Ecomop-Initiative bekämpft werden, um grösseren Schaden vom schweizerischen Arbeitsmarkt abzuwenden. Mit deren Ablehnung kann der Blick wieder in Richtung Erhalt und Verbesserung der flankierenden Massnahmen gerichtet werden. Für

afin de garantir, à l'avenir aussi, que soient appliqués en Suisse les salaires et conditions de travail suisses. Cela appelle en particulier un allègement en ce qui concerne l'extension du champ d'application des conventions collectives de travail.

Timide hausse des salaires

Comme d'habitude, Travail.Suisse et les fédérations affiliées ont entamé l'automne salarial 2014 en présentant des revendications salariales différenciées. Vu l'évolution réjouissante de l'économie et les timides augmentations de salaire accordées ces dernières années, une hausse des salaires d'un ordre de grandeur de deux pour cent était revendiquée. En décembre, au cours d'une conférence de presse où ont été présentés les résultats des négociations salariales, ceux-ci se situaient entre un gel des salaires

et une hausse de 1.8 pour cent. Pour la plupart des travailleurs et travailleuses, la hausse des salaires pour 2015 se situe en dessous de un pour cent, ce qui pour Travail.Suisse est insuffisant. Toutefois, comme le renchérissement a été nul, il s'agit en ce qui concerne les hausses de salaire d'une croissance des salaires réels.

Encore et toujours des salaires trop élevés pour les managers

Pour la dixième fois, Travail.Suisse a pris sous la loupe les salaires des cadres dirigeants de 27 entreprises sises en Suisse. La tendance à une consolidation reste visible chez les grandes entreprises et les rémunérations des CEO n'ont plus augmenté de façon débridée. Mais en même temps Travail.Suisse constate une forte croissance pour la

seconde garde – les entreprises moins importantes et les membres de la direction. Le oui à l'initiative contre les rémunérations abusives, sorti des urnes en 2013, n'a pas encore prouvé qu'il s'agit d'un outil efficace pour contrer les salaires exorbitants des managers.

Echec du salaire minimum

2014 a aussi été placée sous le signe des plus bas revenus, grâce au vote sur l'initiative sur les salaires minimums. Après que toutes les tentatives de Travail.Suisse d'imposer un contre-projet indirect visant l'encouragement de salaires minimums appliqués en fonction des régions et des branches aient échoué au Parlement, le peuple a dit un non catégorique le 18 mai à un salaire minimum légal.

Politique de l'égalité

Démarrage d'un nouveau projet

« Travailler + Aider » – un nouveau projet de Travail.Suisse

Le nouveau projet d'envergure de Travail.Suisse a reçu le feu vert et le soutien financier du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes. Ce projet a pour ambition de combler une lacune importante pour les proches aidants toujours insérés dans le marché du travail: la création d'une plateforme nationale d'informations et de ressources en ligne.

Les premiers travaux ont débuté durant l'été 2014. Un groupe d'experts de tous horizons s'est réuni, de même qu'un groupe plus resserré d'accompagnement. Vont ainsi aider à concevoir la future

offre les syndicats syna, tranfair et OCST, membres de Travail.Suisse. Pour ce projet, Travail.Suisse s'est entourée d'associations représentant les intérêts des hommes, d'associations actives dans l'accompagnement des proches aidants comme l'Association Alzheimer Suisse et Caritas, d'organisations spécialisées dans les conseils en conciliation comme la Fachstelle UND et l'Institut de recherche Careum et d'associations offrant des prestations aux proches aidants et aux proches aidés, comme l'Association des infirmières et des infirmiers ou la Croix-Rouge Suisse. La recherche académique est aussi représentée, de même que des personnes disposant d'une expérience personnelle en la matière.

En plus des conseils et informations, une liste d'adresses utiles au niveau cantonal est aussi prévue. Le nom du futur site internet est encore en gestation.

Faire connaître « mamagenda » à un grand public

En juin 2014 s'est achevée la campagne pour faire connaître mamagenda, ch qui avait débuté en septembre 2012, grâce au soutien du Bureau fédéral pour l'égalité entre femmes et hommes. Cette campagne a fait suite au projet d'origine (2009–2011) qui a permis de créer la plateforme en ligne offrant services et informations

Travail.Suisse sind Verbesserungen bei den flankierenden Massnahmen notwendig, um auch zukünftig zu garantieren, dass in der Schweiz Schweizer Löhne und Arbeitsbedingungen gelten. Dazu ist insbesondere eine Erleichterung bei der Allgemeinverbindlich-erklärung von Gesamtarbeitsverträgen notwendig.

Bescheidene Lohnerhöhungen

Wie gewohnt stiegen Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände mit differenzierten

Lohnforderungen in den Lohnherbst 2014. Unter dem Eindruck der positiven Wirtschaftsentwicklung und der bescheidenen Lohnerhöhungen der vergangenen Jahre, wurden dieses Jahr Lohnerhöhungen im Bereich von 2 Prozent angestrebt. An der Medienkonferenz zu den Ergebnissen der Lohnverhandlungen im Dezember wurden Ergebnisse von Nullrunden

bis zu 1.8 Prozent präsentiert. Für die Mehrheit der Arbeitnehmenden steigen die Löhne 2015 um weniger als ein Prozent, was aus Sicht von Travail.Suisse ungenügend ist. Immerhin handelt es sich bei den Lohnerhöhungen aufgrund der fehlenden Teuerung um ein Reallohnwachstum.

Manager kassieren immer noch zu viel

Zum zehnten Mal in Folge hat Travail.Suisse die Entschädigungen

der Topmanager in 27 Unternehmen der Schweiz untersucht. Die Tendenz zu einer Konsolidierung in den absoluten Topunternehmen hat sich fortgesetzt. Auch die Entschädigungen der CEO sind nicht mehr wesentlich gestiegen. Gleichzeitig stellt Travail.Suisse aber ein grosses Wachstum bei der zweiten Garde – den etwas weniger grossen Unternehmen einerseits

und den übrigen Mitgliedern der Geschäftsleitung andererseits – fest. Ob mit der vom Stimmvolk 2013 angenommenen Abzockerinitiative ein griffiges Instrument gegen die exorbitanten Managerlöhne gefunden wurde, wird sich zeigen müssen.

Mindestlohn gescheitert

2014 stand dank der Abstimmung zur Mindestlohninitiative auch im Zeichen der tiefsten Löhne in der Schweiz.

Nachdem alle Versuche von Travail.Suisse für einen indirekten Gegenvorschlag mit einer Förderung von regionalen und branchenspezifischen Mindestlöhnen im Parlament gescheitert sind, hat das Stimmvolk am 18. Mai auch einem gesetzlichen Mindestlohn eine deutliche Absage erteilt.

Gleichstellungspolitik

Neues Projekt gestartet

«Work and Care» – ein neues Projekt von Travail.Suisse

Das Eidgenössische Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann hat grünes Licht für ein neues Grosspro-

jekt von Travail.Suisse zur besseren Vereinbarkeit von Erwerbstätigkeit und Pflege von Angehörigen gegeben und finanzielle Unterstützung zugesichert. Ziel ist es, eine bedeutende Lücke zu schliessen, mit denen erwerbstätige Personen konfrontiert sind, die Angehörige pflegen. Dazu wird eine nationale Online-Informationenplattform geschaffen.

Die Arbeiten begannen im Sommer 2014 mit Sitzungen einer fachlich breit abgestützten Ex-

pertengruppe und einer kleineren Begleitgruppe. Einen Beitrag zu diesem Angebot werden auch die Mitgliedsorganisationen Syna, transfair und OCST leisten. Ausserdem arbeitet Travail.Suisse für dieses Projekt mit vielen weiteren Verbänden zusammen. Dazu gehören Männerorganisationen, Verbände zur Unterstützung helfender Angehöriger wie die Schweizerische Alzheimervereinigung, Beratungsstellen zur Vereinbarkeit von Beruf und Familie wie die Fachstelle UND oder das Forschungsinstitut Careum sowie Verbände, die Personen begleiten, die Angehörige unterstützen oder Hilfe von Angehörigen in Anspruch nehmen, wie der Schweizer Berufsverband der Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner oder das

Schweizerische Rote Kreuz. Auch die Forschung ist vertreten, ebenso Personen mit persönlichen Erfahrungen in diesem Bereich.

Neben Empfehlungen und Informationen ist auch eine Liste mit nützlichen Adressen für die einzelnen Kantone vorgesehen. Der Name der geplanten Website steht noch nicht fest.

«mamagenda» einer breiten Öffentlichkeit bekannt machen

Im Juni 2014 endete die im September 2012 lancierte Kampagne zur Bekanntmachung der mamagenda.ch, die durch das Eidgenössische Büro für die Gleich-

gratuitement aux responsables hiérarchiques et aux employées concernées par une maternité.

Les résultats escomptés avec cette campagne ont été à la hauteur des espérances: le nombre de personnes inscrites s'est nettement accru au terme du projet, en particulier le nombre de supérieure-e-s hiérarchiques. Les moyennes mensuelles de nouvelles inscriptions ont rejoint celles qui ont suivi le lancement et qui sont à imputer à l'effet d'annonce et de nouveauté. mamagenda.ch offre sans aucun doute une aide précieuse aux cheffes et aux chefs pour la gestion d'une ou plusieurs subordonnées enceintes.

Les travaux de traduction et d'adaptation du mamagenda.ch en italien se sont poursuivis en 2014. Le lancement du site retravaillé a cependant été retardé en raison de la maternité de notre partenaire à l'OCST!

Retour à la vie active – le thème figure à l'agenda politique

Dans la foulée du projet «Expérience ReProf» qui s'est terminé en début d'année, une dizaine d'interventions parlementaires émanant de diverses tendances politiques ont été déposées au Parlement en 2013 et en 2014. Le thème a été repris en une sorte d'effet boule de neige, tant les perspectives sur le front du marché du travail se sont obscurcies après l'acceptation par le peuple et les cantons du nouvel article constitutionnel 121a le 9 février. En effet, cette votation présente de si grands risques d'aggraver la situation de pénurie de main-d'œuvre qualifiée que connaît notre pays, que de nombreux milieux reconnaissent qu'il est nécessaire de recourir à toutes les personnes ayant bénéficié d'une formation potentiellement disponibles en Suisse: les femmes ayant cessé toute activité professionnelle pour s'occuper de leur famille en font partie. L'étude menée par «Expérience ReProf» l'a démontré: le

Dans la foulée du projet «Expérience ReProf» qui s'est terminé en début d'année, une dizaine

retour sur le marché du travail après une longue interruption n'est pas simple et il convient de prendre des mesures pour faciliter ce long processus.

L'une des interventions déposée au Conseil des Etats, le postulat Graber 14.2451, a été acceptée par la chambre haute. Le Conseil fédéral est donc prié de livrer une stratégie avec des mesures concrètes pour promouvoir la réinsertion professionnelle des femmes en particulier.

Egalité des salaires – Une manifestation nationale pour signifier un ras-le-bol

Le projet commun «Dialogue sur l'égalité des salaires» des partenaires sociaux (Travail.Suisse, Union Syndicale Suisse, Union patronale et Union suisse des arts et métiers) et de la Confédération (Office fédéral de la Justice, Secrétariat d'Etat à l'économie, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes) s'est terminé, comme prévu, en février 2014. Les résultats décevants de cette campagne expliquent le renoncement des partenaires à prolonger l'expérience pilote.

La vérification volontaire par les entreprises des salaires versés à leurs employé-e-s n'est définitivement pas la réponse à donner au problème

Le projet commun «Dialogue sur l'égalité des salaires» des partenaires so-

Politique sociale

Congé-paternité en voie de concrétisation

Prévoyance vieillesse 2020: message en faveur du paquet global

Le thème dominant en matière de politique sociale a été, aussi en 2014, la réforme de la «prévoyance vieillesse 2020». Travail.

Le thème dominant en matière de politique sociale a été, aussi en 2014, la

lancinant de la discrimination salariale dont souffrent les femmes. La liberté d'entreprendre se heurte à l'application du principe constitutionnel supérieur de l'égalité du salaire pour un travail de valeur égale.

Pour faire suite au Dialogue, presque tous les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour continuer de proposer aux entreprises le processus de l'autocontrôle dans le cadre du partenariat social. La plateforme ELEP pour Engagement Lohngleichheit – Egalité salariale – Parita salariale a vu le jour (www.elep.ch), une structure légère coordonnée par le Bureau fédéral pour l'égalité BFEG.

Au niveau politique, le Conseil fédéral doit livrer son projet de mesures étatiques pour mieux faire appliquer le principe de l'égalité salariale au sein des entreprises. A la fin de l'année, il dévoilait ses premières intentions: pour Travail.Suisse, elles sont insuffisantes car elles ne parlent ni de contrôles, ni de sanctions. Le projet définitif devrait être livré dans le courant de l'année 2015.

Pour mieux se faire entendre par le Parlement qui sera chargé de discuter des futures propositions du Conseil fédéral, une coalition d'une trentaine d'associations féminines a décidé d'organiser le 7 mars 2015 sur la Place fédérale à Berne une manifestation nationale contre l'inégalité salariale.

Suisse a fait part très tôt de sa position et a pu rallier à son point de vue d'autres organisations dans le cadre de la procédure de consultation. Travail.Suisse a défendu les points suivants: une approche globale des premier et deuxième piliers s'impose. Il est impératif de maintenir la qualité de vie de la population.

stellung von Frau und Mann unterstützt wurde. Diese Kampagne setzte das ursprüngliche Projekt von 2009–2011 fort, mit dem die Online-Plattform geschaffen worden war. Diese stellt Vorgesetzten und Arbeitnehmerinnen bei einer Mutterschaft kostenlos Leistungen und Informationen zur Verfügung.

Die Ergebnisse dieser Kampagne entsprachen den hohen Erwartungen: Die Zahl der registrierten Personen stieg im Laufe des Projekts deutlich an, insbesondere die Zahl der Vorgesetzten. Im Durchschnitt gab es pro Monat fast so viele Neuregistrierungen wie direkt nach der Lancierung, als der Neuheitseffekt eine Rolle spielte. Fazit: mamagenda.ch bietet eine wertvolle Hilfe für Vorgesetzte, die eine oder mehrere schwangere Mitarbeiterinnen begleiten.

Die Arbeiten zur Übersetzung und Anpassung der mamagenda.ch auf Italienisch wurden 2014 fortgesetzt. Die Lancierung der überarbeiteten Website verzögerte sich jedoch, weil die dafür verantwortliche Mitarbeiterin bei der OCST selber Mutter wurde!

Wiedereinstieg ins Erwerbsleben auf der politischen Agenda

Inspiziert durch das Anfang Jahr beendete Projekt «Expérience ReProf» wurden im Parlament 2013 und

2014 rund zehn parlamentarische Verstösse aus verschiedenen politischen Lagern eingereicht. Das Thema kam durch eine Art Schneeballeffekt wieder aufs Tapet, denn die Aussichten für das Arbeitskräfteangebot haben sich nach der Annahme des neuen Verfassungsartikels 121a am 9. Februar durch Volk und Stände massiv verdüstert. Die Gefahr einer weiteren Verschärfung des Fachkräftemangels in der Schweiz ist nun so gross, dass ein breiter Konsens darüber besteht, dass das ganze Potenzial an Fachkräften in der Schweiz ausgeschöpft werden muss. Dazu gehören auch Frauen, die ihre Erwerbstätigkeit aufgegeben haben, um sich um ihre Familie zu kümmern. Die Studie von «Expérience ReProf» hat

gezeigt: Der Wiedereinstieg nach einem langen Unterbruch ist nicht einfach und braucht Massnahmen, die diesen langen Prozess unterstützen.

Einer der Vorstösse im Ständerat, das Postulat Graber 14.2451, wurde von der Kleinen Kammer angenommen. Der Bundesrat hat somit den Auftrag, eine Strategie mit konkreten Massnahmen zur Förderung des Wiedereinstiegs insbesondere von Frauen vorzulegen.

Lohngleichheit – Nationale Kundgebung soll Unmut zeigen

Der «Lohngleichheitsdialog», ein gemeinsames Projekt der Sozialpartner (Travail.Suisse, Schweizerischer Gewerkschaftsbund, Schweizerischer Arbeitgeberverband und des Bundes (Bundesamt für Justiz, Staatssekretariat für Wirtschaft, Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann) wurde wie geplant im Februar 2014 beendet. Aufgrund der enttäuschenden Ergebnisse dieser Kampagne haben die Partner darauf verzichtet, das Pilotprojekt zu verlängern.

Eine freiwillige Überprüfung der eigenen Löhne durch die Unternehmen selber ist definitiv nicht die

Antwort auf das drängende Problem der Lohndiskriminierung, von der die Frauen betroffen sind. Der Unternehmensfreiheit werden Grenzen gesetzt durch den übergeordneten Verfassungsgrundsatz der Lohnleichheit für gleichwertige Arbeit.

Als Fortsetzung des Dialogs haben sich fast alle Sozialpartner darauf geeinigt, den Unternehmen weiterhin Selbstkontrollen im Rahmen der Sozialpartnerschaft anzubieten. Dazu wurde die Plattform ELEP (Engagement Lohnleichheit – Egalité salariale – Parità salariale) aufgeschaltet (www.elep.ch), die das Eidgenössische Gleichstellungsbüro EBG koordiniert.

Auf politischer Ebene muss der Bundesrat einen Entwurf mit staatlichen Massnahmen vorlegen, die dafür sorgen, dass das Prinzip der Lohnleichheit in den Unternehmen besser umgesetzt wird. Ende Jahr präsentierte er die ersten Vorschläge. Für Travail.Suisse gehen diese zu wenig weit, weil weder von Kontrollen noch von Sanktionen die Rede ist. Der definitive Entwurf sollte im Jahresverlauf 2015 vorliegen.

Um sich im Parlament, das über die Vorschläge des Bundesrats beraten wird, Gehör zu verschaffen, hat ein Zusammenschluss von rund 30 Frauenorganisationen beschlossen, am 7. März 2015 auf dem Bundesplatz in Bern eine nationale Kundgebung gegen Lohnleichheit zu organisieren.

Sozialpolitik

Vaterschaftsurlaub in Reichweite

Altersvorsorge 2020: Botschaft für Gesamtpaket steht

Auch 2014 war das dominante Thema in der Sozialpolitik die Reform der «Altersvorsorge 2020». Travail.Suisse brachte die eigene Position früh ein und konnte im

Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens auch weitere Verbände von diesen Ansichten überzeugen. Travail.Suisse machte sich dabei für folgende Punkte stark: Es braucht eine Gesamtbetrachtung von erster und zweiter Säule. Entscheidend ist, dass die Lebensqualität der Bevölkerung erhalten bleibt.

Un financement additionnel modéré influe beaucoup moins sur la qualité de vie que des réductions de rentes et un relèvement de l'âge de la retraite. Par conséquent il importe de garantir le niveau des rentes et de veiller à ce que le relèvement de l'âge de départ à la retraite – le même pour toutes et tous – ne soit pas en décalage avec les réalités du marché du travail. Un financement additionnel s'impose pour garantir les finances de l'AVS. Pour Travail.Suisse, la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée est un sacrifice à faire en faveur d'une AVS sûre. Mais, ce faisant, la Confédération ne peut se retirer du financement de l'AVS. En ce qui concerne le deuxième pilier, il s'agit de compenser entièrement une éventuelle baisse du taux de conversion minimal par des contributions supplémentaires. Mais, en même temps, il faut aussi mettre une limite aux gains des compagnies d'assurance-vie: il est contradictoire de payer plus pour les mêmes prestations alors que les assureurs vie, année après année, gagnent des centaines de millions de francs dans le cadre du deuxième pilier. Pour Travail.Suisse, une meilleure assurance du travail à temps partiel en matière de prévoyance professionnelle occupe une place importante dans le paquet global. Outre la procédure de consultation, Travail.Suisse a pu s'investir au sein de la commission de suivi spécialement mise sur pied pour la réforme.

Il est réjouissant de constater que le Conseil fédéral – Travail.Suisse y est d'ailleurs pour quelque chose – a résisté aux pressions des milieux bourgeois qui voulaient dépecer le paquet global. En été, il a renforcé la direction prise et approuvé un message qu'il a transmis au Parlement en novembre 2014. Travail.Suisse apprécie le fait que selon ce message il faudra éviter de réduire les rentes des deux piliers, que l'AVS devra bénéficier d'un financement additionnel, que la déduction de coordination sera supprimée et que le seuil d'accès à la prévoyance professionnelle sera abaissé. L'exigence de voir la Confédération continuer de participer au

financement de l'AVS a aussi porté ses fruits. Par contre, le Parlement doit procéder à une retouche en ce qui concerne l'âge flexible de la retraite qui, sans une compensation sociale notable, n'est une option que pour les personnes qui gagnent bien leur vie. Dans l'ensemble, le paquet global du Conseil fédéral est une bonne base. Travail.Suisse va suivre de près les débats parlementaires qui commencent en 2015.

Prévoyance professionnelle: la lutte contre les bénéfices excessifs des assureurs vie continue

Dans sa lutte contre les bénéfices excessifs des compagnies d'assu-

rance-vie, Travail.Suisse a pu mettre en lumière divers points: une émission «Kassensturz» avec Travail.Suisse a montré comment ces compagnies s'enrichissent avec le deuxième pilier. Des entretiens ont de nouveau eu lieu régulièrement avec divers représentants des assureurs et la Finma. En automne, Travail.Suisse a montré une fois de plus dans son analyse «Les milliards perdus» qu'en particulier les primes de risque trop élevées, issues du porte-monnaie des travailleurs et travailleuses, alimentent les bénéfices des assureurs. Un premier succès partiel a été atteint. Le message sur le paquet de réformes 2020 contient diverses mesures pour contrer les bénéfices excessivement élevés réalisés dans le cadre de l'assurance sociale «prévoyance professionnelle». Il va s'agir désormais de persuader le Parlement de l'orientation à prendre. Travail.Suisse lutte en outre pour la mise en place d'un office de médiation LPP. Des motions allant dans ce sens ont été déposées.

Révision de la LAA: accord entre partenaires sociaux

Alors que la dernière révision de la LAA a échoué, les partenaires sociaux sont tombés d'accord en 2014 après

d'importants travaux préparatoires. Ils ont élaboré une proposition commune de compromis et l'ont présentée à la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Les conditions sont donc réunies pour que la révision de la LAA renforce l'assurance accidents qui a fait ses preuves et est dotée d'une bonne santé financière. La Suva, conduite dans un esprit de partenariat social, va continuer d'occuper une position clé dans ce contexte. Le relèvement du degré d'invalidité minimal et l'abaissement du gain maximal assuré ne sont plus d'actualité. Bien au contraire, selon la proposition du Conseil fédéral, le gain maximal assuré passera à 148 000 francs.

Politique familiale: le congé paternité, bientôt une normalité

Une fois de plus, Travail.Suisse s'est mobilisée en faveur d'un congé paternité décent. Il ressort de

l'analyse présentée à une conférence de presse sur la situation dans les cantons et les grandes villes de Suisse que les employeurs du secteur public sont de plus en plus nombreux à introduire le congé paternité. Mais les différences restent grandes et les employeurs rétrogrades sont encore légion. L'exigence d'un congé paternité a eu un vaste écho dans les médias, ce qui va entraîner le congé paternité vers la normalité. Travail.Suisse a aussi réussi à persuader des parlementaires et pères issus de quatre partis bourgeois de défendre publiquement le congé paternité. Travail.Suisse soutient avec savoir-faire les interventions parlementaires qui s'y rapportent.

Etant donné que les familles ont besoin et de temps libre et d'argent et que les coûts directs des enfants ont encore augmenté, Travail.Suisse s'est aussi engagée, en proposant un contre-projet à l'initiative «en faveur de l'exonération fiscale des allocations pour enfants», pour une augmentation du montant des allocations pour enfants.

Eine moderate Zusatzfinanzierung beeinträchtigt die Lebensqualität weit weniger als Rentenkürzungen und Rentenaltererhöhungen. Entscheidend ist deshalb die Sicherung der Rentenhöhen und dass das allgemeine Rentenalter nicht an den Realitäten des Arbeitsmarktes vorbei erhöht wird. Vielmehr braucht es zur Sicherung der AHV-Finzen eine Zusatzfinanzierung. Die Erhöhung der Mehrwertsteuer ist für Travail.Suisse ein Opfer, das für eine sichere AHV gebracht werden muss. Gleichzeitig darf sich aber der Bund nicht aus der Finanzierung der AHV zurückziehen. In der zweiten Säule muss ein allfällig tieferer Mindestumwandlungssatz durch mehr Beiträge voll kompensiert werden. Gleichzeitig müssen aber auch die Gewinne der Lebensversicherungsgesellschaften eingeschränkt werden: Es ist ein Widerspruch, wenn für die gleichen Leistungen mehr bezahlt werden soll, die Lebensversicherer aber Jahr für Jahr Hunderte von Millionen Franken an der zweiten Säule verdienen. Einen wichtigen Platz im Gesamtpaket hat für Travail.Suisse auch die bessere Versicherung der Teilzeitarbeit in der beruflichen Vorsorge. Travail.Suisse konnte sich nicht nur im Rahmen der Vernehmlassung, sondern auch im eigens für die Reform zusammengestellten Begleitausschuss einbringen.

Erfreulich ist, dass der Bundesrat – auch dank der Unterstützung von Travail.Suisse – den Druckversuchen bürgerlicher Kreise, welche das Gesamtpaket auseinandernehmen wollten, widerstand. Er bekräftigte im Sommer die Stossrichtung und verabschiedete die Botschaft an das Parlament im November 2014. Travail.Suisse begrüsst dabei, dass Rentenkürzungen in beiden Säulen verhindert, die AHV eine Zusatzfinanzierung erhalten, der Koordinationsabzug abgeschafft und die Eintrittsschwelle in die berufliche Vorsorge weiter gesenkt werden sollen. Früchte getragen hat auch die Forderung, dass der Bund sich weiter an der Finanzierung der AHV beteiligen soll. Nachbessern muss das Parlament hingegen beim flexiblen Rentenalter, welches ohne nennens-

werten sozialen Ausgleich nur für Gutbetuchte eine Option ist. Insgesamt stellt das Paket des Bundesrates weiterhin eine gute Grundlage dar. Travail.Suisse wird den parlamentarischen Prozess, welcher 2015 beginnt, eng begleiten.

**Berufliche Vorsorge:
Kampf gegen überhöhte
Gewinne der Lebens-
versicherer geht weiter**

verschiedene weitere Akzente setzen. So zeigte ein Kassensturz-Beitrag mit Travail.Suisse auf, wie sich die Versicherungsgesellschaften an der zweiten Säule bereichern. Wieder wurden regelmässige Gespräche mit diversen Vertretern der Versicherer und mit der Finma geführt. Travail.Suisse zeigte mit der Analyse «Die verlorenen Milliarden» im Herbst erneut auf, dass insbesondere die massiv zu hohen Risikoprämien aus der Tasche der Arbeitnehmenden die Gewinne der Versicherer nähren. Ein erster Teilerfolg wurde erreicht. Im Reformpaket 2020 figurieren in der Botschaft verschiedene Massnahmen gegen die unverhältnismässig hohen Gewinne in der Sozialversicherung «Berufliche Vorsorge». Nun wird es darum gehen, auch das Parlament von dieser Stossrichtung zu überzeugen. Um das Vertrauen in die zweite Säule zu stärken, macht sich Travail.Suisse zudem für eine Ombudsstelle BVG stark. Entsprechende Vorstösse wurden eingereicht.

**UVG-Revision:
Einigung unter den
Sozialpartnern**

Nachdem die letzte UVG-Revision gescheitert war, haben sich die Sozialpartner nach umfangreichen Vorbereitungsarbeiten 2014 gefunden. Ein gemeinsamer Kompromissvorschlag wurde fertig ausgearbeitet und vor der Sozialkommission des Nationalrates

vertreten. Damit sind die Voraussetzungen gegeben, dass die UVG-Revision der bewährten und gut ausfinanzierten Unfallversicherung den Rücken stärkt. Die sozialpartnerschaftlich geführte Suva wird darin weiter eine Schlüsselstellung einnehmen. Die Erhöhung des Mindestinvaliditätsgrades und eine Senkung des höchstversicherten Verdienstes sind kein Thema mehr. Im Gegenteil: Gemäss Vorschlag des Bundesrates soll der höchstversicherte Verdienst auf 148'000 Franken erhöht werden.

**Familienpolitik:
Vaterschaftsurlaub
wird zur Normalität**

Travail.Suisse machte weiter Druck für einen angemessenen Vaterschaftsurlaub. Die an einer Medienkonferenz vorgestellte Analyse zur Situation in den Kantonen und grössten Städten der Schweiz zeigte, dass immer mehr öffentliche Arbeitgeber einen Vaterschaftsurlaub einführen. Allerdings sind die Unterschiede nach wie vor gross und «Steinzeit-Arbeitgeber» gibt es immer noch. Die Forderung nach vier Wochen Vaterschaftsurlaub erhielt medial ein grosses Echo, welches weiter dazu beiträgt, dass ein Vaterschaftsurlaub Normalität werden wird. Travail.Suisse gelang es auch, bürgerliche Parlamentarier und Väter aus vier verschiedenen Parteien zu überzeugen, öffentlich für einen Vaterschaftsurlaub einzustehen. Travail.Suisse unterstützt entsprechende parlamentarische Vorstösse mit Know-how.

Da Familien nicht nur Zeit, sondern auch Geld brauchen und die direkten Kinderkosten weiter gestiegen sind, engagierte sich Travail.Suisse zudem im Rahmen eines Gegenvorschlages zur Initiative «für steuerfreie Kinderzulagen» dafür, dass die Kinderzulagen erhöht werden.

Intégration mise en veilleuse

La libre-circulation domine toujours le débat

En 2014, la question de l'immigration a plus que jamais été discutée en lien avec la libre-circulation des personnes suite à l'acceptation en février 2014 par le peuple de l'article constitutionnel 121a (gestion de l'immigration). Il en est résulté sur le plan de l'intégration la suspension de l'examen du projet de modification de la loi sur les étrangers car il s'agit d'analyser les répercussions que l'Art. 121a Cst. peut avoir sur les dispositions concernant l'intégration. Travail.Suisse espère que le projet ne sera pas trop remanié et en particulier que la contribution de l'employeur à l'intégration des employés étrangers, prévue dans le projet de révision, sera maintenue.

Nouvel espoir de naturalisation sur demande pour la 3^{ème} génération

La loi sur la nationalité a été révisée dans un sens défavorable avec la nécessité d'un permis C pour se naturaliser. D'autres durcissements ont été introduits relatifs aux conditions de naturalisation pour les jeunes de la 2^{ème} génération et les personnes qui ont bénéficié d'une admission provisoire. Travail.Suisse a critiqué cette évolution défavorable et le lobbying effectué auprès de parlementaires ciblés n'a malheureusement pas porté ses fruits. Fait plus positif, les Chambres reprennent l'examen de l'initiative parlementaire de la Conseillère nationale Ada Marra, déposée en juin 2008 sous le titre « La Suisse doit reconnaître ses enfants », et qui vise à octroyer la naturalisation aux jeunes de la 3^{ème} génération de façon très simplifiée. Travail.Suisse avait demandé par lettre en 2012 à la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga de remettre l'ouvrage sur le métier. Il est réjouissant de constater que la Commission des institutions politiques du Conseil national a approuvé en octobre

2014 à une large majorité un projet qui concrétise l'objectif de l'initiative parlementaire Marra. Il va maintenant falloir s'engager pour la concrétisation de ce projet au Parlement et auprès du peuple; ce qui n'est pas gagné, au vu des élections fédérales prévues en 2015 et de l'attitude de la population devenue très frileuse envers l'immigration.

Suite à la consultation sur la suppression du statut de danseuse de cabaret, le DFJP avait constitué en automne 2013 un groupe d'experts, dans lequel Travail.Suisse était représenté, visant à proposer des mesures de protection des personnes travaillant dans le domaine érotique. Un rapport de propositions a été soumis au début 2014 au Conseil fédéral et approuvé par ce dernier. Il est réjouissant que le statut de danseuse de cabaret ait été abrogé, comme l'a proposé le groupe d'experts, et que des mesures d'accompagnement soient prévues pour protéger l'intégrité et les conditions de travail des personnes ayant une activité dans le domaine érotique.

Lors de la session d'hiver du Parlement, Travail.Suisse est intervenu – avec succès – pour que le Conseil des Etats rejette une motion du groupe UDC concernant l'apprentissage pour les jeunes sans-papiers. La réalité montre que l'accès à l'apprentissage pour ces jeunes, qui existe au niveau légal depuis le début 2013, est dans la pratique quasi inexistant en raison principalement des risques d'expulsion pour le reste de la famille. C'est pourquoi, il faut réviser l'ordonnance de manière à ce que les jeunes sans-papiers puissent avoir véritablement accès à l'apprentissage sans risque pour leur séjour en Suisse et celui de leurs proches.



Travail.Suisse setzt sich dafür ein, dass junge Sans-papiers eine Lehre machen können, ohne dass sie damit den Aufenthalt ihrer Angehörigen in der Schweiz gefährden.

Travail.Suisse s'engage pour que les jeunes sans-papiers puissent faire un apprentissage sans risque pour le séjour de leurs proches.

Integration auf Eis gelegt

Freier Personenverkehr dominiert nach wie vor die Debatte

2014 stand die Immigrationsfrage mehr denn je im Zeichen des freien Personenverkehrs und der damit verbundenen Ängste, nachdem das Volk im Februar 2014 den Verfassungsartikel 121a (Steuerung der Zuwanderung) angenommen hatte. Eine Folge davon ist im Integrationsbereich die Sistierung des Entwurfs zur Änderung des Ausländergesetzes, da zuerst die möglichen Auswirkungen von Artikel 121a BV auf die Integrationsbestimmungen geprüft werden müssen. Travail.Suisse hofft, dass der Entwurf nicht zu stark abgeändert wird und insbesondere der im Revisionsentwurf vorgesehene Beitrag der Arbeitgeber zur Integration ausländischer Arbeitnehmender beibehalten wird.

Neue Hoffnung für Einbürgerung auf Antrag für die 3. Generation

Die Revision des Bürgerrechts erfolgte in Richtung einer Verschärfung, da neu eine Bewilligung C Voraussetzung für eine Einbürgerung sein soll. Ebenfalls angehoben wurden die Kriterien für eine Einbürgerung von Jugendlichen der 2. Generation und von vorläufig Aufgenommenen. Travail.Suisse hat diese Verschärfungen kritisiert, doch das Lobbying bei ausgewählten Parlamentariern und Parlamentarierinnen hat leider keine Früchte getragen. Positiver ist, dass die Eidgenössischen Räte auf die im Juni 2008 eingereichte parlamentarische Initiative von Nationalrätin Ada Marra mit dem Titel «Die Schweiz muss ihre Kinder anerkennen» zurückgekommen

sind und für Jugendliche der 3. Ausländergeneration ein vereinfachtes Verfahren einführen wollen. 2012 forderte Travail.Suisse mit einem Schreiben Bundesrätin Simonetta Sommaruga auf, dieses Thema nochmals zur Sprache zu bringen. Es ist erfreulich, dass die Staatspolitische Kommission des Nationalrats im Oktober 2014 mit grosser Mehrheit einen Entwurf verabschiedet hat, der das Ziel der parlamentarischen Initiative Marra konkretisiert. Wir müssen uns nun für die Konkretisierung dieses Entwurfs im Parlament und beim Volk engagieren. Denn angesichts der 2015 bevorstehenden Eidgenössischen Wahlen und der zurückhaltenden Einstellung der Bevölkerung gegenüber Immigrationsfragen ist noch nichts gewonnen.

Nach der Vernehmlassung zur Aufhebung des Cabaret-Tänzerinnen-Statuts bildete das EJPD im Herbst 2013 eine Expertengruppe, in der auch Travail.Suisse vertreten war. Diese Gruppe hatte den Auftrag, Schutzmassnahmen für Personen auszuarbeiten, die im Erotikbereich tätig sind. Die Gruppe unterbreitete dem Bundesrat Anfang 2014 einen Bericht mit Vorschlägen, die dieser guthiess. Es ist erfreulich, dass das Cabaret-Tänzerinnen-Statut aufgehoben wurde, wie es die Expertengruppe vorschlug, und dass Begleitmassnahmen vorgesehen sind, die den Schutz der Integrität und der Arbeitsbedingungen von Personen gewährleisten, die im Erotikbereich arbeiten.

In der Wintersession des Parlaments setzte sich Travail.Suisse erfolgreich dafür ein, dass der Ständerat eine Motion der SVP-Fraktion betreffend Lehre für jugendliche Sans-papiers ablehnte. Die Realität zeigt, dass die seit 2013 existierende Möglichkeit,

legal eine Berufsausbildung zu absolvieren, von diesen Jugendlichen in der Praxis kaum genutzt wird, hauptsächlich weil sie befürchten, dass der Rest der Familie ausgewiesen werden könnte. Deshalb muss die Verordnung so revidiert werden, dass jugendliche Sans-papiers wirklich Zugang zu einer Lehre erhalten, ohne dass sie damit den Aufenthalt ihrer Angehörigen in der Schweiz gefährden.

Ouverture du chantier de la stratégie énergétique 2050

Un bon départ au Conseil national

Le Conseil national a commencé à débattre de la stratégie énergétique 2050 lors de la session d'hiver. On peut dire que le résultat est relativement bon car les points essentiels de la stratégie pour les travailleurs et travailleuses ayant des effets favorables non seulement pour le climat mais aussi pour l'emploi et l'innovation sont préservés : en effet, les moyens mis à disposition pour l'assainissement énergétique des bâtiments et pour la RPC (rétribution du courant vert à prix coûtant), qui favorise le développement des énergies renouvelables, n'ont pas été réduits. Il en résultera le maintien et la création de dizaines de milliers d'emplois dans les cleantech. Il est aussi positif que, contrairement à l'avis de sa commission préparatoire, le Conseil national ait maintenu un système de bonus-malus contraignant les distributeurs d'électricité à encourager les économies d'électricité de la part de leurs clients. Travail.Suisse aurait certes souhaité un calendrier plus précis pour l'arrêt des centrales nucléaires mais il ne fallait pas s'attendre sur ce point à une avancée de la part du Conseil national par rapport au projet du Conseil fédéral.

Le Comité de Travail.Suisse, lors de sa séance du 10 décembre 2014, a rejeté l'initiative populaire « Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie » car elle provoquerait des pertes fiscales importantes et aurait aussi clairement un effet défavorable sur le plan social, pénalisant les petits et moyens revenus. De toute façon, la 2ème étape de la stratégie énergétique 2050 prévoit aussi dès 2020 une réforme fiscale écologique. C'est dans ce cadre que nous nous prononcerons, en favorisant la

variante qui combinera le mieux les objectifs environnementaux, sociaux et pour l'emploi.

Pas d'ouverture complète du marché de l'électricité sans CCT

En automne 2014, Travail.Suisse s'est prononcé sur le projet de consultation sur la 2ème étape de l'ouverture du marché de l'électricité.

Une ouverture complète du marché de l'électricité présente quelques avantages (facilitation d'un accord sur l'électricité avec l'UE, offre de courant vert diversifiée) mais surtout beaucoup de risques (prix de l'électricité pour le petit consommateur, sécurité de l'approvisionnement, investissements, conditions de travail et formation). C'est la raison pour laquelle nous ne pourrions approuver l'ouverture complète du marché de l'électricité que si le projet est substantiellement étoffé en prévoyant des mesures d'accompagnement, en premier lieu une obligation de CCT pour la branche de l'électricité et des mesures pour la formation et la formation continue du personnel qui est confronté à d'importantes mutations structurelles et donc à des défis importants à relever concernant les compétences professionnelles.

Enfin, sur le plan de l'économie durable, on peut voir le verre à moitié vide ou à moitié plein, suite au traitement réservé par le Conseil des Etats à l'initiative populaire « Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources ». Certes, il était clair qu'il allait rejeter l'initiative mais il s'en est fallu de peu qu'il n'entre même pas en matière sur le contre-projet indirect du Conseil fédéral avec la révision de la loi fédérale sur la protection de l'environne-

ment, après un intense lobbying des milieux économiques. En d'autres termes, il en résulte un projet minimal mais qui a tout de même le mérite d'exister et qui pourra provoquer quelques améliorations supplémentaires pour une gestion plus écologique des ressources. Affaire à suivre au Conseil national.

Lancierung des Grossprojekts Energiestrategie 2050

Guter Start im Nationalrat

Der Nationalrat hat in der Wintersession mit der Beratung der Energiestrategie 2050 begonnen. Das Ergebnis ist recht erfreulich, denn die wesentlichen Punkte der Strategie für die Arbeitnehmenden, die nicht nur positive Auswirkungen auf das Klima, sondern auch auf Beschäftigung und Innovation haben, wurden beibehalten. Konkret wurden die Mittel für die energetische Gebäudesanierung und für die KEV (kostendeckende Vergütung von grünem Strom) zur Förderung erneuerbarer Energien nicht beschnitten. Dies wird dazu beitragen, in der Cleantech-Branche zehntausende von Stellen zu sichern und neu zu schaffen. Positiv ist auch, dass der Nationalrat trotz gegenteiliger Empfehlung der vorberatenden Kommission am Bonus-Malus-System festgehalten hat und die Netzbetreiber damit gezwungen sind, Stromeinsparungen bei ihren Kunden zu fördern. Travail.Suisse hätte sich zwar einen genaueren Zeitplan für die Stilllegung der Atomkraftwerke gewünscht, in diesem Punkt war jedoch von vornherein nicht damit zu rechnen, dass der Nationalrat weiter geht als der Bundesrat in seinem Entwurf.

Der Vorstand von Travail.Suisse sprach sich an seiner Sitzung vom 10. Dezember 2014 gegen die Volksinitiative «Energie- statt Mehrwertsteuer» aus, weil sie mit hohen Steuerausfällen und negativen sozialen Folgen verbunden wäre, da sie Bevölkerungsgruppen mit kleinem und mittlerem Einkommen bestrafen würde. Ohnehin sieht auch die 2. Etappe der Energiestrategie 2050 ab 2020 eine ökologische Steuerreform vor. Wir werden uns bei dieser Gelegenheit für die Variante aussprechen, die Umwelt-,

Sozial- und Beschäftigungsziele am besten vereinbart.

Keine vollständige Öffnung des Elektrizitätsmarktes ohne GAV

Im Herbst 2014 nahm Travail.Suisse Stellung zum Vernehmlassungsentwurf für die 2. Etappe der Strommarktöffnung. Eine vollständige Liberalisierung des Strommarkts bringt gewisse Vorteile (leichtere Einigung über ein Strommarktabkommen mit der EU, vielfältigeres Angebot für grünen Strom), birgt aber vor allem sehr viele Risiken (Strompreis für kleine Konsumenten, Versorgungssicherheit, Investitionen, Arbeitsbedingungen und Ausbildung). Aus diesem Grund können wir eine vollständige Öffnung des Strommarktes nur gutheissen, wenn der Entwurf mit wirksamen flankierenden Massnahmen ergänzt wird. Dazu gehören in erster Linie ein obligatorischer GAV für die Elektrizitätsbranche sowie Massnahmen zur Aus- und Weiterbildung des Personals, das mit tiefgreifenden strukturellen Veränderungen und grossen Herausforderungen bezüglich der Fachkenntnisse konfrontiert sein wird.

In Sachen nachhaltiger Wirtschaft kann man nach der Beratung der Volksinitiative «Für eine nachhaltige und ressourceneffiziente Wirtschaft» im Ständerat sowohl von einem halb vollen als auch von einem halb leeren Glas sprechen. Zwar war von Anfang an klar, dass er die Initiative ablehnen würde, es hätte jedoch wenig gefehlt, und er wäre nach intensivem Lobbying der Wirtschaftskreise nicht einmal auf den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrats mit der Revision des Umweltschutzgesetzes eingetreten.

Mit anderen Worten: Es resultiert ein Minimalprojekt, das aber doch seine Berechtigung hat und gewisse zusätzliche Verbesserungen für eine ökologischere Ressourcenbewirtschaftung bringen könnte. Wir werden die Entwicklung dieses Geschäfts im Nationalrat weiterverfolgen.

Die erneuerbaren Energien wie zum Beispiel die Solarenergie sind eine grosse Chance für die Schweiz.

Les énergies renouvelables telles que l'énergie solaire constituent une grande chance pour la Suisse.



La dimension sociale des accords de libre-échange progresse

Document de position de Travail.Suisse

Le comité de Travail.Suisse a approuvé au printemps 2014 un document sur le renforcement et l'implémentation de la dimension sociale et environnementale des accords de libre-échange (ALE) entre la Suisse/AELE et ses partenaires commerciaux. On constate depuis quelques années dans le monde qu'un nombre croissant d'ALE incluent des dispositions sociales et du travail ainsi qu'environnementales dans les ALE. Le document de Travail.Suisse à ce sujet dresse l'état des lieux et propose des recommandations afin que ces dispositions soient plus contraignantes et que les partenaires sociaux soient mieux associés à la mise en œuvre, par exemple via les comités mixtes qui gèrent les accords. Nous sommes intervenus à plusieurs reprises auprès de différents parlementaires pour les sensibiliser sur cette thématique. Ce travail se poursuivra à chaque nouvelle occasion, c'est-à-dire lorsque le Parlement est appelé à se prononcer sur les accords de libre-échange et à les ratifier.

Une nouvelle commission qui s'occupe des questions de responsabilité sociale des entreprises multinationales a démarré ses travaux en 2014. Il s'agit de la Commission fédérale consultative du Point de contact national pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Travail.Suisse est représenté dans cette commission. Il devrait ainsi être davantage possible d'influencer à l'avenir l'évolution de ces principes directeurs dans un sens favorable aux travailleurs et travailleuses avec davantage de respect des droits humains et plus d'attention accordée notamment à

la responsabilité que les entreprises ont envers leurs fournisseurs.

La Conférence internationale du travail s'est tenue au début du mois de juin à Genève. Travail.Suisse a été représenté cette année par Franziska Theiler, Directrice de Brücke • Le pont qui a siégé dans la commission sur l'économie informelle et Denis Torche qui a participé à la commission sur la discussion récurrente concernant l'emploi.

Projet de collaboration avec des partenaires sociaux hongrois

Notre projet de coopération pour améliorer l'employabilité des travailleurs âgés en Hongrie avec le Mosz (syndicat) et Vosz (association d'employeurs), financé par la coopération suisse envers les nouveaux pays membres de l'UE, s'est terminé cette an-

née. Un tour d'étude avait été organisé du 25 au 29 novembre 2013 en Suisse pour examiner la situation des travailleurs plus âgés. Le projet s'est poursuivi en 2014 avec un séminaire en février à Budapest qui fit l'évaluation des résultats du tour d'étude et les possibilités de les transposer sur le marché du travail hongrois et une conférence de clôture au mois de juin discutant des recommandations finales. Il en est aussi résulté une publication en langue hongroise et traduite en français présentant en particulier des recommandations ciblées pour la mise en œuvre au niveau du gouvernement, des entreprises, des syndicats et des personnes directement concernées, c'est-à-dire les travailleurs plus âgés. On relèvera aussi qu'un élément positif du projet est le dialogue social intense qui s'est développé entre les deux partenaires sociaux hongrois sur la question de l'employabilité des travailleurs plus âgés en Hongrie.

Politique financière et service public

Un taux d'imposition minimal pour les entreprises!

Problématique réforme de l'imposition des entreprises III

Au cours de 2014, le Parlement a continué à débattre d'un programme d'économies. Travail.Suisse a régulièrement demandé que l'on renonce à ce programme car la situation financière est bonne et ne justifie pas ces coupes. Il n'est pas admissible de

vouloir à la fois réduire les tâches et les dépenses et en même temps réduire les impôts pour les entreprises.

Dans ce contexte, Travail.Suisse a, par le biais d'un document de position « Réforme de l'imposition des entreprises III : pas de baisse de l'imposition des entreprises au détriment de la population », indiqué sa position, lors d'une conférence de presse tenue

Sozialaspekte in Freihandelsabkommen

Positionspapier von Travail.Suisse

Der Vorstand von Travail.Suisse verabschiedete im Frühling 2014 ein Dokument zur Stärkung und Umsetzung der Sozial- und Umweltnormen in Freihandelsabkommen (FHA) zwischen der Schweiz/EFTA und ihren Handelspartnern. Seit einigen Jahren ist weltweit festzustellen, dass FHA immer häufiger auch soziale und arbeitsrechtliche Bestimmungen enthalten. Das Papier von Travail.Suisse zu diesem Thema fasst den aktuellen Stand zusammen und gibt Empfehlungen darüber ab, wie diese Bestimmungen verbindlicher ausgestaltet und die Sozialpartner besser in die Umsetzung einbezogen werden können, beispielsweise durch gemischte Ausschüsse, welche diese Abkommen überwachen. Travail.Suisse hat verschiedentlich versucht, die Parlamentsmitglieder für diese Problematik zu sensibilisieren. Travail.Suisse wird diese Arbeit bei jeder Gelegenheit fortsetzen, d.h. immer wenn das Parlament Freihandelsabkommen behandelt und ratifiziert.

Eine neue Kommission, die sich um Fragen der Haftung von multinationalen Unternehmen kümmert, hat ihre Tätigkeit 2014 aufgenommen: die Eidgenössische Kommission zur Beratung des Nationalen Kontaktpunkts für die OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen. Travail.Suisse ist in dieser Kommission vertreten. Somit sollte es eher möglich sein, künftig die Entwicklung dieser Leitlinien in eine Richtung zu lenken, die im Sinne der Arbeitnehmenden ist und dafür sorgt, dass die Menschenrechte besser eingehalten werden und die Unternehmen mehr Verantwortung für ihre Lieferanten übernehmen.

Die Internationale Arbeitskonferenz fand Anfang Juni in Genf statt. Travail.Suisse wurde in diesem Jahr vertreten von Franziska Theiler, Geschäftsleiterin von Brücke • Le pont, die in der Kommission zur informellen Wirtschaft mitwirkte, sowie Denis Torche in der Kommission zum Thema Beschäftigung.

Zusammenarbeit mit ungarischen Sozialpartnern

Unser Zusammenarbeitsprojekt zur Verbesserung der Arbeitsmarktfähigkeit älterer Arbeitnehmender in Ungarn mit Mosz (Gewerkschaft) und Vosz (Arbeitgeber) wurde im Rahmen der Schweizer Zusammenarbeit mit den neuen EU-Mitgliedsländern finanziert und in diesem Jahr abgeschlossen. Vom 25. bis zum 29. November 2013 analysierten die Teilnehmenden bei

einer Studienreise in der Schweiz die Situation der hiesigen älteren Arbeitnehmenden. Im Februar 2014 folgte dann ein Seminar in Budapest zur Evaluation der Ergebnisse der Studienreise und zu den Möglichkeiten, diese auf den ungarischen Arbeitsmarkt zu übertragen. Schliesslich wurden an einer Schlusskonferenz im Juni abschliessende Empfehlungen formuliert. Ebenfalls im Rahmen des Projekts entstand eine auf Ungarisch verfasste und auf Französisch übersetzte Publikation mit gezielten Empfehlungen zur Umsetzung auf der Ebene der Regierung, der Unternehmen, der Gewerkschaften und der direkt Betroffenen, d.h. der älteren Arbeitnehmenden. Ein weiteres positives Element des Projekts war der Aufbau eines intensiven Dialogs zwischen den beiden Sozialpartnern über die Frage der Arbeitsmarktfähigkeit älterer Arbeitnehmender in Ungarn.

Finanzen und Service public

Notwendigkeit eines Mindeststeuersatzes für Unternehmen

Problematische Unternehmenssteuerreform III

2014 beriet das Parlament weiter über ein Sparprogramm. Travail.Suisse hat wiederholt gefordert, dass auf dieses Programm verzichtet wird, weil die Schweiz finanziell so gut dasteht, dass Kürzungen nicht gerechtfertigt sind. Es ist inakzeptabel, dass die Leistungen und

Ausgaben reduziert und gleichzeitig die Steuern für die Unternehmen gesenkt werden.

Travail.Suisse hat mit dem Positionspapier «Unternehmenssteuerreform III: Keine Senkung der Unternehmenssteuern auf Kosten der Bevölkerung» an einer Medienkonferenz im Oktober 2014 im Rahmen der Vernehmlassungseröffnung Stellung zu dieser Frage bezogen. Es ist richtig, die kan-

en octobre 2014, dans le cadre de l'ouverture de la consultation. Il est juste de supprimer les régimes fiscaux cantonaux qui sont contraires aux principes constitutionnels de l'équité fiscale et de la capacité contributive. Mais pour que cette réforme n'entraîne pas une concurrence fiscale ruineuse entre cantons, qui se traduira par des pertes de recette fiscales en milliards de francs pour la Confédération, les cantons et les communes, il faut instaurer un taux d'imposition minimum des bénéficiaires des entreprises. Ce taux doit être fixé aux alentours de 17% si l'on veut empêcher des pertes fiscales importantes. Il faut s'opposer à toutes les autres baisses fiscales prévues dans le projet qui n'ont pas de lien avec la suppression des régimes fiscaux cantonaux. Le coût de la 3^{ème} réforme de l'imposition des entreprises doit être assumé par les entreprises car elles doivent contribuer de façon appropriée aux prestations de service public (infrastructures, formation etc.) qui leur garantissent les bonnes conditions-cadres de service public pour leur développement. La 3^{ème} réforme de l'imposition des entreprises n'aura aucune chance devant le peuple si c'était ce dernier qui devait en assumer les coûts.

Pas de réductions de prestations dans le service public

Au Parlement, le Conseil des Etats a rejeté clairement l'initiative « En faveur du service public ». La commission du Conseil national propose aussi le rejet. Son titre est trompeur car, en réalité, l'initiative aurait comme effet des réductions de prestations dans le service public. Travail.Suisse s'engagera le moment venu dans la campagne contre cette initiative, en soutenant, sur le plan du contenu, Transfair qui a décidé de s'engager en prévoyant une campagne.

Politique de la formation

La politique de formation pour les adultes est renforcée

Formation de rattrapage: appliquer les mesures

En été 2014, la Confédération a publié le rapport « Diplôme professionnel et changement de profession pour les adultes » : une première étape d'un travail, impulsé par Travail.Suisse il y a six ans. Il s'agit maintenant d'appliquer, pas à pas, les mesures proposées. La Confédération et les cantons ne sont pas seuls à être sollicités, les organisations interprofessionnelles et les partenaires sociaux avec leurs institutions de formation et leurs fonds le sont aussi.

Les problèmes des travailleurs et travailleuses d'un certain âge sur le marché du travail

Les difficultés s'accroissent pour les travailleurs et travailleuses d'un certain âge qui, après avoir perdu leur emploi, souhaitent retourner sur le marché du travail. Pour cette raison, Travail.Suisse a élaboré un document de référence intitulé « Une politique de la formation pour les travailleuses et travailleurs âgés » qu'elle a présenté à une conférence de presse. Dans ce contexte, elle a aussi réuni des parlementaires et des personnes au chômage, concernées par cette situation.

La loi sur la formation continue a besoin d'être étoffée

La loi sur la formation continue LFCo a été adoptée par le Parlement en 2014. Certes, elle ne correspond pas à ce que Travail.Suisse attendait

d'une telle loi, mais une première analyse montre que la LFCo comprend diverses approches qui peuvent être développées favorablement pour les travailleurs et travailleuses dans le cadre d'un travail politique conséquent. En font partie la réinsertion professionnelle, les compétences de bases, l'accès à la formation continue et la valeur des diplômes de formation continue.

Financement des cours préparatoires par les pouvoirs publics

Les personnes qui visent un diplôme de formation professionnelle supérieure doivent pouvoir bénéficier du même soutien financier que celles qui étudient dans les hautes écoles. En 2014, grâce aussi à l'engagement résolu de Travail.Suisse, un grand pas a été fait dans cette direction. Désormais – si le Parlement donne son aval à cette proposition – les personnes qui suivent un cours préparatoire en vue d'un examen professionnel ou d'un examen professionnel supérieur, vont voir leurs frais de cours remboursés à 50 pour cent par les pouvoirs publics. Mais, dès le début, Travail.Suisse a souligné que le surcoût, qui approche les 100 millions par année, ne peut être à la charge de la formation professionnelle initiale.

Intégrer les organisations du monde du travail dans la recherche sur la formation professionnelle

La nouvelle loi sur la formation professionnelle a renforcé la recherche sur la formation

tonalen Steuerregimes aufzuheben, da diese den Verfassungsgrundsätzen der Steuergerechtigkeit und der Besteuerung aufgrund der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit widersprechen. Damit diese Steuerreform nicht einen ruinösen Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen nach sich zieht, der für Bund, Kantone und Gemeinden Steuerausfälle in Milliardenhöhe zur Folge hätte, braucht es aber einen Mindeststeuersatz für Unternehmensgewinne. Dieser Satz ist im Bereich von 17 Prozent anzusetzen, wenn erhebliche Steuerausfälle vermieden werden sollen. Alle anderen im Gesetzesentwurf vorgesehenen Steuersenkungen sind abzulehnen, da sie nichts mit der Abschaffung der kantonalen Steuerregimes zu tun haben. Die Kosten der Unternehmenssteuerreform III sind von den Unternehmen zu tragen, die einen angemessenen Beitrag zum Service public leisten müssen (Infrastruktur, Bildung usw.). Denn gerade die Wirtschaft ist auf gute Rahmenbedingungen mit einem funktionierenden Service public angewiesen. Die Unternehmenssteuerreform III wird vor dem Volk keine Chance haben, wenn das Volk die Kosten dafür tragen muss.

Keine Abstriche beim Service public

Im Parlament hat der Ständerat die Initiative «Pro Service public» klar abgelehnt. Auch die Kommission des Nationalrats empfiehlt sie zur Ablehnung. Der Titel der Initiative ist irreführend, denn diese hätte in Wirklichkeit Abstriche bei den Leistungen des Service public zur Folge. Travail.Suisse wird sich zum gegebenen Zeitpunkt gegen diese Initiative engagieren und transfair bei der geplanten Kampagne inhaltlich unterstützen.

Bildungspolitik

Berufsbildung für Erwachsene gestärkt

Nachholbildung: Massnahmen umsetzen

Der Bund hat im Sommer 2014 einen Bericht zum Thema «Berufseinstieg und Berufswechsel für Erwachsene» veröffentlicht.

Damit ist eine von Travail.Suisse vor sechs Jahren angestossene Arbeit zu einem ersten Abschluss gekommen. Jetzt geht es darum, Schritt für Schritt die vorgeschlagenen Massnahmen umzusetzen. Herausgefordert sind nicht nur der Bund und die Kantone, sondern auch die Branchenverbände und Sozialpartner mit ihren Bildungsinstitutionen und ihren Branchenfonds.

Die Probleme der älteren Arbeitnehmenden auf dem Arbeitsmarkt

Die Schwierigkeiten der älteren Arbeitnehmenden, bei Verlust des Arbeits-

platzes wieder in den Arbeitsmarkt zurückkehren zu können, werden immer deutlicher. Travail.Suisse hat daher nicht nur ein Grundlagenpapier zum Thema «Bildungspolitik für ältere Arbeitnehmende» an einer Medienkonferenz vorgestellt, sondern auch betroffene erwerbslose ältere Arbeitnehmende mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern zu einem Gespräch zusammengeführt.

Das Weiterbildungsgesetz bedarf der Weiterentwicklung

2014 ist das erste eidgenössische Weiterbildungsgesetz WeBiG vom Parlament verabschiedet worden. Es entspricht zwar nicht dem, was Travail.

Suisse von einem solchen Gesetz erwartet hat. Aber eine erste Analyse von Travail.Suisse zeigt, dass das WeBiG verschiedene Ansatzpunkte aufweist, die bei einer konsequenten politischen Arbeit positiv zugunsten der Arbeitnehmenden weiterentwickelt werden können. Dazu gehören Themen wie Wiedereinstieg, Grundkompetenzen, Zugang zur Weiterbildung und Wert von Weiterbildungsabschlüssen.

Finanzierung der Vorbereitungskurse durch die öffentliche Hand

Personen, die den Abschluss einer Höheren Berufsbildung anstreben, sollen finanziell in etwa gleich behandelt werden wie Studierende an Hochschulen. 2014 ist man diesem Ziel auch mit tatkräftiger Unterstützung durch Travail.Suisse einen grossen Schritt näher gekommen. In Zukunft sollen – wenn das Parlament diesem Vorschlag zustimmt – Personen, die einen Vorbereitungskurs für eine Berufsprüfung oder Höhere Fachprüfung besuchen, 50 Prozent der Kurskosten durch die öffentliche Hand rückvergütet werden. Travail.Suisse hat aber von Anfang an darauf hingewiesen, dass die Mehrkosten von gegen 100 Millionen pro Jahr nicht zulasten der beruflichen Grundbildung gehen dürfen.

Organisationen der Arbeitswelt in die Berufsbildungsforschung integrieren

Mit dem neuen Berufsbildungsgesetz wurde die Berufsbildungsforschung gestärkt. Jedoch ist sie in den letzten Jahren noch zu weit weg von den Akteuren der Berufsbildung betrie-

professionnelle. Ces dernières années, les acteurs de la formation professionnelle ont été cependant trop éloignés d'elle. Travail.Suisse a donc veillé à ce que les organisations du monde du travail soient mieux intégrées dans les organes stratégiques de la recherche sur la formation professionnelle et à ce que les résultats soient communiqués avec plus de pertinence.

La loi sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles entre en vigueur dès 2015

hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles LEHE, Travail.Suisse a donné déjà en 2014 des informations par courriel portant sur une future politique des hautes écoles. Outre ses positions, elle a donné la parole à divers acteurs du paysage des hautes écoles, au Conseil fédéral entre autres. Pour Travail.Suisse, le droit d'intervention des professeurs, la réglementation régissant la formation continue dans les hautes écoles, le renforcement des différents types de haute école ainsi que la formation des personnes qui seront appelées à enseigner dans les universités et les hautes écoles spécialisées ont une importance toute particulière.

En prévision de l'entrée en vigueur le 1er janvier 2015 de la loi sur l'encouragement des

Activité parlementaire

Travail.Suisse au Parlement

L'encouragement aux premiers diplômes professionnels pour les adultes suscite de l'intérêt

Lors d'une conférence de presse au début du printemps 2014, Travail.Suisse a présenté sa prise de position relative aux premiers diplômes

professionnels pour les adultes. Par la suite, le conseiller national Felix Müri (UDC/LU) et la conseillère aux Etats Anita Fetz (PS/BS) ont soumis chacun une motion au Conseil national et au Conseil des Etats, motion qui reprend les principales propositions de Travail.Suisse, entre autres le souhait que la Confédération et les cantons mettent chaque année 80 millions de francs à disposition pour l'encouragement aux premiers diplômes professionnels pour les adultes et que les pouvoirs publics prennent en charge non seulement les coûts de formation mais aussi une part des coûts de subsistance. Sinon, les personnes adultes ne peuvent se permettre de suivre une formation. Le Conseil des Etats a transmis la motion d'Anita Fetz à sa commission, afin de la traiter en profondeur, et la motion de Felix Müri a été acceptée au début de 2015 par la commission du Conseil national concernée.

La question de la réinsertion professionnelle conquiert un cercle de plus en plus large

En 2013 déjà, la réinsertion professionnelle après une longue

période consacrée à des obligations familiales était un élément central de l'activité parlementaire de Travail.Suisse. Onze parlementaires représentant divers

partis avaient soumis des motions à ce sujet. L'an passé, ce thème a préoccupé un cercle encore plus large. Jacques-André Maire (PS/NE), vice-président de Travail.Suisse, a déposé une initiative parlementaire demandant que les personnes candidates au retour à la vie active aient accès aux mesures de formation prévues par l'assurance-chômage. Cette motion n'a pas encore été traitée. Lors de la session de mars, le Conseil des Etats a approuvé un postulat du conseiller aux Etats Konrad Graber (PDC/LU), postulat qui, se référant à la prise de position de Travail.Suisse, demande au Conseil fédéral d'élaborer un concept détaillé visant la promotion des personnes candidates au retour à la vie active. Ce thème figure donc définitivement à l'agenda politique.

Congé-paternité et congé d'adoption: pas à pas vers le but

Dans une motion (12.3565), déposée au Parlement déjà en 2012, la conseillère nationale Valérie

Piller Carrard (PS/FR) demandait l'instauration d'un congé-paternité de 20 jours, reprenant ainsi la revendication de Travail.Suisse décidée lors de son Congrès. Cette motion a été rejetée à une petite majorité lors de la session d'automne 2013. Peu après, le Conseil fédéral considérait dans une prise de position que le congé-paternité est un instrument adéquat permettant une meilleure conciliation travail-famille. Au printemps 2014, le conseiller national Martin Candinas (PDC/GR) déposait une initiative parlementaire demandant un congé-paternité de 10 jours, flexible et payé par les allocations pour perte de gain. Pour Travail.Suisse cette revendication est

ben worden. Travail.Suisse hat daraufhin gearbeitet, dass die Organisationen der Arbeitswelt besser in die strategischen Organe der Berufsbildungsforschung integriert und die Ergebnisse offensiver kommuniziert werden.

Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz ab 2015 in Kraft

Mit Blick auf das Inkrafttreten des Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetzes

HFKG anfangs 2015 hat Travail.Suisse schon 2014 in einem Info-Mail über Anliegen an eine zukünftige Hochschulpolitik informiert und neben eigenen Positionen auch verschiedene Akteure der Hochschullandschaft zu Wort kommen lassen. Aus Sicht von Travail.Suisse sind vor allem die Mitwirkungsrechte der Dozierenden, die Regelungen in Bezug auf die Hochschulweiterbildung, die Stärkung der verschiedenen Hochschultypen wie auch die Ausbildung der zukünftigen Dozierenden an Universitäten und Fachhochschulen von besonderer Bedeutung. Wichtig ist Travail.Suisse auch, dass Hochschulpolitik nicht losgelöst von den anderen Bildungsbereichen betrieben wird, sondern sich in eine gesamtheitliche Bildungsstrategie einbettet.

Parlamentsarbeit

Travail.Suisse im Parlament

Forderung nach Berufsabschlüssen für Erwachsene stösst auf Resonanz

Zum Frühlingsanfang 2014 präsentierte Travail.Suisse an einer Medienkonferenz ein Positionspapier zum Thema Berufsabschlüsse

für Erwachsene. In der Folge haben Nationalrat Felix Müri (SVP/LU) und Ständerätin Anita Fetz (SP/BS) je im Nationalrat und im Ständerat einen Vorstoss eingereicht, der wesentliche Forderungen von Travail.Suisse aufnimmt. Dazu gehört insbesondere, dass Bund und Kantone jährlich 80 Millionen Franken für die Förderung von Berufsabschlüssen von Erwachsenen bereit stellen und dass die öffentliche Hand nicht nur die Ausbildungskosten trägt, sondern auch einen Beitrag an den Lebensunterhalt leistet. Denn sonst können erwachsene Personen sich eine Ausbildung nicht leisten. Der Ständerat hat den Vorstoss von Anita Fetz für eine vertiefte Behandlung an seine Kommission überwiesen, im Nationalrat wurde der Vorstoss von Felix Müri Anfang 2015 in der Kommission angenommen.

Wiedereinstieg zieht weitere Kreise

Bereits im Jahr 2013 war der Wiedereinstieg in das Berufsleben nach einer längeren Familien-

phase ein Schwerpunkt der parlamentarischen Arbeit von Travail.Suisse. Nicht weniger als elf Parlamentarier und Parlamentarierinnen aus verschiedenen Parteien reichten dazu Vorstösse ein. Im letzten Jahr zog das Thema weitere Kreise. Zum einen reichte Jacques-André Maire (SP/NE), Vizepräsident von Travail.Suisse, eine parlamentarische Initiative



Nationalrat Jacques-André Maire, Vizepräsident von Travail.Suisse, im Gespräch mit Bundesrat Didier Burkhalter.

Jacques-André Maire, conseiller national et vice-président de Travail.Suisse, en discussion avec le conseiller fédéral Didier Burkhalter.

ein, die den Wiedereinsteigerinnen Zugang zu den Bildungsmassnahmen der Arbeitslosenversicherung ermöglichen soll. Die Behandlung dieses Vorstosses ist noch hängig. Zum anderen nahm der Ständerat in der Märzsession ein Postulat von Ständerat Konrad Graber (CVP/LU) an, das mit Bezugnahme auf das Positionspapier von Travail.Suisse vom Bundesrat ein umfassendes Konzept zur Förderung von Wiedereinsteigerinnen fordert. Das Thema ist damit definitiv auf der politischen Agenda angekommen.

certes trop modeste, mais c'est déjà un pas fait dans la bonne direction. Quant à la proposition du conseiller national Marco Romano (PDC/TI) relative à un congé d'adoption financé par les allocations pour perte de gain, elle a eu du succès. Cette motion a été approuvée par la commission concernée au début de l'année 2015.

Rencontre avec des parlementaires et consolidation des relations

Suisse rencontre des parlementaires. En 2014, ces rencontres, auxquelles assistent aussi les dirigeants des fédérations affiliées à Travail.Suisse, étaient consacrées à la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse et à la politique de la formation des travailleurs et travailleuses d'un certain âge.

Participation aux sessions de l'intergroupe parlementaire Travail

Travail qui ont lieu en été et en hiver. Elles étaient consacrées cette année aux thèmes « Horaire de travail, sans fin » et « Egalité salariale : remplir le mandat constitutionnel ».

Le deuxième mardi des sessions de printemps et d'automne, selon la tradition, Travail.

Travail.Suisse a aussi pris part en 2014 aux sessions de l'intergroupe parlementaire

Votations fédérales

Un vote aux retombées incertaines

La protection des salaires est primordiale

Quatre votations ont eu lieu en 2014 au niveau fédéral. Les électeurs et électrices avaient à se prononcer sur 12 objets.

Le oui à l'initiative contre l'immigration de masse, sorti des urnes le 9 février, a fait grand bruit et suscité la consternation. 50,3 pour cent de la population votante se sont prononcés en faveur de l'initiative et 49,7 pour cent contre. La majorité des cantons requise pour l'acceptation de l'initiative a également été atteinte avec le oui de 12 cantons et de cinq demi-cantons.

Le Comité de Travail.Suisse s'était fermement opposé à l'initiative contre l'immigration de masse et dans sa prise de position suite aux résultats du vote, Travail.Suisse a clairement souligné qu'un contingentement de l'immigration ne va pas résoudre les problèmes qui règnent sur le marché du travail. Il s'agit plutôt de renforcer les mesures d'accompagnement si on veut garantir la protection des salaires et les conditions de travail. Le Conseil fédéral et l'administration se penchent actuellement sur la mise en œuvre de l'initiative. Une question va s'en dégager, celle de savoir comment maintenir les accords bilatéraux avec l'UE. En cas d'abandon de la libre circulation des personnes, ces accords pourraient capoter. Travail.Suisse en tant que partenaire social est associée aux âpres discussions sur la mise en œuvre.

Le 9 février, le peuple s'est également prononcé sur l'arrêté fédéral portant règlement du financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF). 62 pour cent des électeurs et électrices ont dit oui à cet objet. C'est avec satisfaction que Travail.

Suisse a pris connaissance du résultat. Les investissements désormais possibles dans le domaine de l'infrastructure ferroviaire permettront de répondre aux besoins de mobilité de la population en augmentation.

L'initiative populaire « Financer l'avortement est une affaire privée » a été rejetée le 9 février. 69,8 pour cent de la population votante se sont prononcés pour le rejet. Travail.Suisse avait recommandé le non.

Des salaires minimaux s'imposent pour chaque branche

La date du 18 mai 2014 était placée pour les travailleurs et travailleuses sous le signe de la votation sur l'initiative pour la protection de salaires équitables. Le verdict des urnes a été clair : 23,7 pour cent des votants, donc moins que le quart, ont accepté l'ancrage légal d'un salaire minimal. Travail.Suisse pense que les opposants ont misé sur l'« argument massue » des places de travail menacées et sur les craintes largement répandues qu'il a suscitées, alors que cela n'a rien à voir avec le salaire minimal. Il importe désormais d'introduire dans chaque branche des salaires minimaux.

Le 18 mai 2014, la population votante a également dit non à la loi sur le fonds d'acquisition de l'avion de combat Gripen (53,4 pour cent de non). Travail.Suisse avait renoncé à une recommandation de vote sur ce sujet. Par contre, l'arrêté fédéral concernant les soins médicaux de base a été accepté (88,1 pour cent de oui). Travail.Suisse en avait recommandé l'acceptation. L'initiative populaire « Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec

Vaterschafts- und Adoptionsurlaub: Schritt für Schritt zum Ziel

Bereits 2012 deponierte Nationalrätin Valérie Piller Carrard (SP/FR) mit einer Motion (12.3565) die Kongressforderung von Travail.Suisse nach einem Vaterschaftsurlaub von 20 Tagen im Parlament. Dieser Vorstoss wurde in der Herbstsession 2013 relativ knapp abgelehnt. Kurz danach bezeichnete der Bundesrat den Vaterschaftsurlaub in einer Stellungnahme als geeignetes Instrument zur besseren Vereinbarkeit von Beruf und Familie. Im Frühling 2014 reichte nun Nationalrat Martin Candinas (CVP/GR) eine parlamentarische Initiative ein, die einen flexiblen und aus der EO bezahlten Vaterschaftsurlaub von 10 Tagen fordert. Für Travail.Suisse ist diese Forderung zwar zu bescheiden, aber immerhin ein Schritt in die richtige Richtung. Einen Erfolg erringen konnte Nationalrat Marco Romano (CVP/TI) mit seinem Vorschlag für einen aus der Erwerbersatzordnung EO finanzierten Adoptionsurlaub. Anfang 2015 wurde dieser Vorstoss in der Kommission angenommen.

Parlamentarier-treffen zur Pflege und Vertiefung der Beziehungen

Jeweils am zweiten Dienstag der Frühlings- und Herbstsession findet traditionell das Parlamentarier-treffen von Travail.Suisse statt. Diese Zusammenkünfte mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern, bei welchen auch die Spitzen der Mitgliedsverbände von Travail.Suisse dabei sind, waren 2014 der Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative und der Bildungspolitik für ältere Arbeitnehmende gewidmet.

Teilnahme am Sessions-anlass der parlamentarischen Gruppe für Arbeit

Travail.Suisse beteiligte sich auch 2014 an den Sessionsanlässen der parlamenta-

rischen Gruppe für Arbeit. Diese Anlässe, die in der Sommer- und der Wintersession stattfinden, wurden 2014 zu den Themen «Arbeitszeit und kein Ende»

Eidgenössische Abstimmungen

Eine Abstimmung mit ungewissen Folgen

Lohnschutz wird noch wichtiger

2014 fanden auf eidgenössischer Ebene vier Urnengänge statt. Über insgesamt 12 Vorlagen hatten die Stimmberechtigten dabei zu entscheiden.

Aufsehen erregt und Konsternation ausgelöst hat vor allem das Ergebnis der Abstimmung vom 9. Februar über die Masseneinwanderungsinitiative. 50,3 Prozent der Stimmenden haben sich für diese Initiative ausgesprochen, 49,7 Prozent dagegen. Das für die Annahme einer Initiative nötige Ständemehr kam mit dem Ja von 12- und fünf Halbkantonen ebenfalls zustande.

Der Vorstand von Travail.Suisse hatte sich klar gegen die Masseneinwanderungsinitiative ausgesprochen. In der Stellungnahme zum Abstimmungsergebnis machte Travail.Suisse klar, dass mit einer Kontingentierung der Zuwanderung die Probleme auf dem Arbeitsmarkt nicht gelöst werden können. Um den Schutz der Löhne und der Arbeitsbedingungen sicherzustellen, sind vielmehr die flankierenden Massnahmen zu verstärken. Gegenwärtig sind Bundesrat und Verwaltung daran, über die Umsetzung der Initiative zu diskutieren. Die Frage wird sein, wie die bilateralen Verträge mit der EU erhalten werden können. Wenn die Personenfreizügigkeit aufgegeben wird, könnten diese kippen. Travail.Suisse ist auf Seite der Sozialpartner in die schwierigen Gespräche über die Umsetzung eingebunden.

und «Lohngleichheit: Verfassungsauftrag erfüllen» durchgeführt.

Ebenfalls am 9. Februar wurde über den Bundesbeschluss über die Finanzierung und den Ausbau der Eisenbahninfrastruktur (FABI) abgestimmt. Diese Vorlage wurde von den Stimmenden mit einem Ja-Stimmenanteil von 62 Prozent gutgeheissen. Travail.Suisse nahm dieses Ergebnis mit Befriedigung zur Kenntnis. Mit den jetzt im Bereich der Bahninfrastruktur möglichen Investitionen kann auf die Mobilitätsbedürfnisse der wachsenden Bevölkerung reagiert werden.

Abgelehnt wurde am 9. Februar die Volksinitiative «Abtreibungsfinanzierung ist Privatsache». 69,8 Prozent der Stimmenden sprachen sich gegen diese Vorlage aus. Travail.Suisse hatte die Nein-Parole gefasst.

Jetzt braucht es Mindestlöhne auf Branchenebene

Der Termin vom 18. Mai 2014 stand für die Arbeitnehmenden vor allem im Zeichen der Abstimmung über die Mindestlohninitiative. Das Verdikt der Stimmenden fiel deutlich aus: Nur knapp ein Viertel (23,7 Prozent) befürwortete die gesetzliche Verankerung eines Mindestlohns. Die Gegner hätten auf das bewährte «Killerargument» der gefährdeten Arbeitsplätze gesetzt und damit weit verbreitete, aber kaum mit dem Mindestlohn in Zusammenhang stehende Ängste bedient, so die Einschätzung von Travail.Suisse. Es sei jetzt zentral,

des enfants» a recueilli 63,5 pour cent de oui. Travail.Suisse s'était prononcée contre cette initiative.

Un non réitéré à la caisse publique d'assurance-maladie

Le troisième scrutin de 2014 rassemblait deux initiatives populaires le 28 septembre, «Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration» (71,5 pour cent de non) et «Pour une caisse publique d'assurance-maladie» (61,8 de non) qui ont clairement été rejetées. Le Comité de Travail.Suisse avait recommandé le non pour la première initiative, mais soutenu l'initiative «Pour une caisse publique d'assurance-maladie».

Der Einsatz der Arbeitnehmenden-Organisationen gegen die Ecopop-Initiative hat sich gelohnt.

L'engagement des organisations des travailleurs et travailleuses contre l'initiative Ecopop a porté ses fruits.



De gros dégâts évités

Le 30 novembre 2014, la limitation de l'immigration a été une fois de plus l'objet d'une votation fédérale. L'initiative Ecopop voulait limiter à 0,2 pour cent l'accroissement de la population résidente permanente dû à l'immigration. Cela aurait inévitablement permis aux employeurs de faire venir un plus grand nombre de personnes titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, défavorisées au niveau légal. La conséquence en aurait été une pression accrue sur les salaires et les conditions de travail. Le Comité de Travail.Suisse s'était résolument opposé à cette initiative et avait décidé de prendre part activement à la campagne commune en faveur du non menée par les organisations de travailleurs et travailleuses.

Les électeurs et électrices n'ont heureusement rien voulu savoir de l'initiative Ecopop et l'ont rejetée à 74,1 pour cent. L'initiative «Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux)» a aussi été rejetée (avec 59,2 pour cent de non) ainsi que l'initiative «Sauvez l'or de la Suisse (initiative sur l'or)» (avec 77,3 pour cent de non). Le Comité de Travail.Suisse s'était prononcé en faveur de l'initiative visant l'abolition des forfaits fiscaux et contre l'initiative sur l'or.

dass in den einzelnen Branchen Mindestlöhne eingeführt werden.

Nein sagte die Stimmbevölkerung am 18. Mai 2014 auch zum Fonds zur Beschaffung des Kampfflugzeugs Gripen (53,4 Prozent Nein-Stimmen). Travail.Suisse hatte auf eine Stimmempfehlung zu diesem Geschäft verzichtet. Angenommen wurde hingegen der Bundesbeschluss über die medizinische Grundversorgung (88,1 Prozent Ja-Stimmen). Travail.Suisse hatte diese Vorlage zur Annahme empfohlen. Zustimmung von den Stimmenden erntete auch die Volksinitiative «Pädophile sollen nicht mehr mit Kindern arbeiten dürfen» (63,5 Prozent Ja-Stimmen). Travail.Suisse hatte sich gegen diese Initiative ausgesprochen.

Wieder Nein zur öffentlichen Krankenkasse

Am dritten Urnengang des Jahres 2014, am 28. September 2014, standen zwei Volksinitiativen zur Entscheidung. Sowohl die Volksinitiative «Schluss mit der MwSt-Diskriminierung des Gastgewerbes» (71,5 Prozent Nein-Stimmen) als auch die Volksinitiative «Für eine öffentliche Krankenkasse» (61,8 Prozent Nein-Stimmen) wurden deutlich verworfen. Zur ersten Initiative hatte der Vorstand von Travail.Suisse die Nein-Parole beschlossen, die Initiative «Für eine öffentliche Krankenkasse» hatte er unterstützt.

Grössere Schäden abgewandt

Am 30. November 2014 war die Beschränkung der Einwanderung erneut Gegenstand einer eidgenössischen Abstimmung. Die sogenannte Ecopop-Initiative wollte die Zuwanderung auf 0,2 Prozent der Wohnbevölkerung beschränken. Das hätte unweigerlich dazu geführt, dass die Arbeitgeber viel mehr rechtlich schlechter gestellte Kurzaufenthalterinnen und Kurzaufenthalter ins Land geholt hätten. Der

Druck auf die Löhne und Arbeitsbedingungen aller Arbeitnehmenden wäre damit massiv gestiegen. Der Vorstand von Travail.Suisse hatte sich klar gegen diese Initiative ausgesprochen und auch entschieden, sich aktiv an der gemeinsamen Gegenkampagne der Arbeitnehmerverbände zu beteiligen.

Erfreulicherweise wollte die Stimmbevölkerung nichts von der Ecopop-Initiative wissen und schickte sie deutlich mit einem Nein-Stimmenanteil von 74,1 Prozent ab. Abgelehnt wurde auch die Initiative «Schluss mit Steuerprivilegien für Millionäre (Abschaffung der Pauschalbesteuerung)» (59,2 Prozent Nein-Stimmen) sowie die Initiative «Rettet unser Schweizer Gold (Gold-Initiative)» (77,3 Prozent Nein-Stimmen). Der Vorstand von Travail.Suisse hatte sich für eine Annahme der Initiative zur Abschaffung der Pauschalbesteuerung ausgesprochen und gegen die Gold-Initiative.

De grands défis en matière de communication

Un séisme ébranle le marché du travail

Des défis à relever en matière de communication ont marqué l'année 2014. En début d'année déjà, le oui à l'initiative contre l'immigration de masse, sorti des urnes le 9 février, a provoqué un séisme qui a secoué la Suisse. Les syndicats comme les partis de gauche et du centre ont été amenés à se demander s'ils ne s'étaient pas suffisamment mobilisés dans la campagne qui a précédé la votation. Il devenait impératif que la mobilisation dans le cadre de la votation sur l'initiative Ecopop du 30 novembre fonctionne mieux. Travail.Suisse et les organisations affiliées ont fourni de gros efforts et lancé une vaste campagne qui a pris en partie la forme d'une « Action unie des syndicats et des fédérations d'employés ». Les affiches placardées dans toute la Suisse, les dépliants, les nombreuses annonces dans différents journaux et hebdomadaires ont porté leurs fruits. L'initiative a été rejetée par le peuple.

Neuf conférences de presse

Travail.Suisse a invité les médias à neuf conférences de presse en 2014 et leur a présenté ses nouvelles prises de position et ses interventions menées dans l'intérêt des travailleurs et travailleuses. La première conférence de presse, à laquelle était associé le comité dénonçant l'initiative contre l'immigration de masse, a eu lieu le 14 janvier déjà. Dans le domaine de la formation, deux jalons de taille ont été posés : Travail.Suisse a présenté, dans le cadre de la conférence de presse du 21 mars 2014, sa nouvelle prise de position sur la formation de rattrapage.

Ce document met l'accent sur le fait qu'en Suisse chaque huitième personne entre 25 et 64 ans n'a pas de diplôme professionnel. Travail.Suisse a demandé en présence des médias que l'accès à une formation de rattrapage soit facilité désormais. Le deuxième jalon a été posé le 4 novembre : la demande d'une réelle politique de formation des travailleurs et travailleuses d'un certain âge, car leur situation sur le marché du travail se détériore constamment, aussi en Suisse.

Salaires (des managers) et assurances sociales

En 2013, l'écart salarial s'est de nouveau agrandi démesurément au sein de nombreuses entreprises. Travail.Suisse l'a mis en évidence dans sa conférence de presse de 2014 consacrée pour la dixième fois aux salaires des managers.

Au début du mois d'août, Travail.Suisse, de concert avec les organisations affiliées Syna, Hotel & Gastro Union et transfair, a présenté les revendications salariales de 2014. Au regard du développement économique, les fédérations s'accordaient à dire que des hausses générales de salaire d'un ordre de grandeur de 2 pour cent sont tout à fait envisageables. A mi-décembre il est apparu que les travailleurs et travailleuses n'ont pas pu bénéficier en 2014 de la bonne situation économique : les hausses de salaire se situaient en moyenne en dessous de 1 pour cent.

Courriel d'information sur la nouvelle loi sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles

Travail.Suisse envoie depuis 2014 un Info-Mail relatif à la loi sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles LEHE, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015. Envoyée quatre fois aux milieux concernés par la formation, cette newsletter contient des articles de fond, des prises de positions et des interviews et explique les modifications que la nouvelle LEHE va apporter dans le paysage suisse des hautes écoles.

Egalement en 2014, Travail.Suisse a publié avant chaque session parlementaire une perspective qui suscite toujours un vif intérêt. Les éditions du service médias, au nombre de 19 en 2014, sont très appréciées et fournissent aux médias et aux personnes intéressées des articles étoffés, des prises de position ou des communiqués en lien avec l'actualité. De plus, dans une septantaine de communiqués de presse, Travail.Suisse a pris position sur des thèmes et préoccupations portant sur la politique, l'économie et la société.

Grosse kommunikative Herausforderungen

Erdbeben für Schweizer Arbeitsmarkt

Das Jahr 2014 war geprägt von kommunikativen Herausforderungen. Bereits Anfang Jahr ging mit der Annahme der Masseneinwanderungsinitiative am 9. Februar 2014 ein Erdbeben durch die Schweiz. Die Gewerkschaften wie auch die Parteien von links bis in die Mitte mussten sich fragen, ob zu wenig mobilisiert wurde im Abstimmungskampf. Klar war, dass die Mobilisierung für die Ecopop-Abstimmung am 30. November besser funktionieren musste. Travail.Suisse und die Mitgliedverbände leisteten denn auch einen grossen Effort und starteten eine gross angelegte Kampagne, die zum Teil unter dem gemeinsamen Auftritt «Die Gewerkschaften und Angestelltenverbände» lief. Die Kampagne mit Plakaten in der ganzen Schweiz, mit Flyern, breit angelegten Inseraten in Zeitungen und Anzeigern und vielem mehr zeigte Erfolg und die Ecopop-Initiative wurde vom Volk abgelehnt.

Neun Medienkonferenzen

Travail.Suisse lud die Medien im Jahr 2014 zu neun Medienkonferenzen ein und stellt ihnen neue Positionspapiere und arbeitnehmerrelevante Forderungen vor. Die erste Medienkonferenz fand bereits am 14. Januar 2014 gemeinsam mit dem Komitee gegen die Masseneinwanderungsinitiative statt. Zwei wichtige Meilensteine konnten im Bildungsbereich gesetzt werden: An der Medienkonferenz vom 21. März 2014 präsentierte Travail.Suisse das neue Positionspapier zur Nachholbildung. Das Papier zeigte, dass jede achte Person zwischen 25 und 64 in der Schweiz über keinen

Berufsabschluss verfügt. Travail.Suisse forderte medienwirksam, dass der Zugang zur Nachholbildung in Zukunft erleichtert wird. Der zweite Meilenstein wurde am 4. November 2014 gelegt. Gefordert wurde eine Bildungspolitik für ältere Arbeitnehmende, deren Situation sich auch im Schweizer Arbeitsmarkt stetig verschlechtert.

(Manager-)Löhne und Sozialversicherungen

Im Jahr 2013 hat sich die Lohnschere in vielen Konzernleitungen wiederum massiv geöffnet. Das zeigte Travail.Suisse an der Medienkonferenz über die Managerlöhne, die 2014 bereits zum zehnten Mal durchgeführt wurde.

Anfang August präsentierte Travail.Suisse gemeinsam mit den Mitgliedsverbänden Syna, Hotel & Gastro Union und transfair die Lohnforderungen für 2014. Angesichts der Wirtschaftsentwicklung waren sich die Verbände darüber einig, dass generelle Lohnerhöhungen in der Grössenordnung von 2 Prozent absolut im Bereich des Möglichen liegen. Mitte Dezember zeigte sich, dass 2014 die Arbeitnehmenden nicht von der guten Wirtschaftslage profitieren konnten: Die Lohnerhöhungen lagen durchschnittlich unter einem Prozent.

Info-Mail für neues Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz

Neu bietet Travail.Suisse seit 2014 ein Info-Mail zum Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz HFKG an, das seit 1. Januar 2015 in Kraft ist. In kompakt aufgearbeiteten Hintergrundar-

tikeln, Positionen und Interviews konnte der Newsletter 4-mal an bildungsinteressierte Kreise verschickt werden und erläutern, welche Veränderungen das neue HFKG der schweizerischen Hochschullandschaft bringen wird.

Travail.Suisse hat auch 2014 vor jeder Session des Parlaments eine Sessionsvorschau veröffentlicht, die jeweils auf grosses Interesse stösst. Auch der Medienservice, der 19-mal erschien, erfreut sich grosser Beliebtheit und bedient Medien und Interessierte jeweils mit Hintergründen, Positionen oder Statements zum aktuellen Zeitgeschehen. Ausserdem nahm Travail.Suisse in gut 70 Medienmitteilungen Stellung zu aktuellen Themen und Geschäften aus Politik, Wirtschaft und Gesellschaft.

Les jeunes renforcent leur influence

Un droit de regard renforcé grâce à la révision des statuts

L'Assemblée des délégué·e·s de Travail.Suisse a procédé à une révision des statuts le 9 mai 2014. Elle a décidé qu'à

l'avenir les commissions permanentes ont droit à deux représentant·e·s à l'Assemblée des délégué·e·s et à un·e représentant·e au Comité. Jeunesse.Suisse, la Commission des jeunes de Travail.Suisse, a donc la possibilité de faire valoir et défendre les intérêts et les prises de position de la jeune génération dans les organes de Travail.Suisse. En tant que premier représentant de Jeunesse.Suisse, Roman Helfer, son vice-président, a été élu au Comité de Travail.Suisse.

Le Conseil de la jeunesse élit les membres de Jeunesse.Suisse

Les personnes suivantes ont été élues membres de Jeunesse.Suisse par le Conseil de la jeunesse, les 11 et 12 octobre 2014 à Lucerne et Morschach :

Jordan Kestle (Hotel & Gastro Union, président), Roman Helfer (Hotel & Gastro Union, vice-président), Isabelle Stern (Syna, comité), Malika Zouaoui (Syna, comité), Ivan Dennler (Syna), Giulia Giudici (Hotel & Gastro Union), Mirco Gurino (transfair), Arthur Leclerc (Hotel & Gastro Union), Selina Mancini (Hotel & Gastro Union), Seninna Selmani (Hotel & Gastro Union), Monika Spring (Hotel & Gastro Union), Nadine Urs-

prung (Hotel & Gastro Union), Nadine Walker (Syna) et Philipp Zwahlen (Syna). Jeunesse.Suisse s'est réunie trois fois en séance en 2014 : en février chez Hotel & Gastro Union à Lucerne, en juin chez Hotel & Gastro Union à Lausanne et en novembre chez Travail.Suisse à Berne. Les séances sont chaque fois préparées par le comité et conduites par le président et le vice-président.

Une communication réussie...

Jeunesse.Suisse a mis au point en février 2014 un concept de communication. Les moyens

de communication sont ainsi clairement définis et la répartition des tâches apparaît immédiatement. En 2014, Jeunesse.Suisse a publié divers communiqués de presse et a appelé à accepter l'initiative sur les salaires minimums et à lutter contre la pauvreté des jeunes en Suisse (www.jeunessesuisse.ch/actuel/communiqués_de_presse_jeunesse_suisse)

Depuis août 2014, Jeunesse.Suisse a son propre site Web (www.jeunessesuisse.ch). Sa nouvelle page Facebook a été lancée, elle a une grande importance puisqu'elle vient renforcer sa présence sur Internet (surtout en ce qui concerne le groupe cible de Jeunesse.Suisse).

Depuis 2014, Jeunesse.Suisse a en outre son propre corporate design. Tous ses imprimés ont désormais un aspect homogène. Sa visibilité auprès du public est devenue plus professionnelle, ce qui la rend aisément identifiable.



Jeunesse.Suisse: die starke Vertretung der jungen Generation bei Travail.Suisse.

Jeunesse.Suisse, la représentation puissante de la jeune génération à Travail.Suisse.

Die Jungen verstärken ihren Einfluss

Mehr Mitsprache dank Statutenrevision

Die Delegiertenversammlung von Travail.Suisse hat am 9. Mai 2014 eine Statutenrevision vorgenommen. Sie hat entschieden, dass die ständigen Kommissionen künftig Anspruch auf zwei Vertreterinnen oder Vertreter an der Delegiertenversammlung und eine Vertreterin oder einen Vertreter im Vorstand haben. Damit hat Jeunesse.Suisse, die Jugendkommission von Travail.Suisse, die Möglichkeit, die Interessen und Positionen der jungen Generation in die Gremien von Travail.Suisse einzubringen und sie dort zu vertreten. Als erster Vertreter von Jeunesse.Suisse wurde Roman Helfer, Vize-Präsident, in den Vorstand von Travail.Suisse gewählt.

Jugendrat wählt die Mitglieder von Jeunesse.Suisse

Folgende Personen wurden vom Jugendrat vom 11. und 12. Oktober 2014 in Luzern und Morschach zu Mitgliedern von Jeunesse.Suisse gewählt: Jordan Kestle (Hotel & Gastro Union, Präsident), Roman Helfer (Hotel & Gastro Union, Vizepräsident), Isabelle Stern (Syna, Vorstand), Malika Zouaoui (Syna, Vorstand), Ivan Dennler (Syna), Giulia Giudici (Hotel & Gastro Union), Mirco Gurino (transfair), Arthur Leclerc (Hotel & Gastro Union), Selina Mancini (Hotel & Gastro Union), Seninna Selmani (Hotel & Gastro Union), Monika Spring (Hotel & Gastro Union), Nadine Ursprung (Hotel & Gastro Union), Nadine Walker (Syna) und Philipp Zwahlen (Syna). Jeunesse.Suisse hat 2014 drei Sitzungen durchgeführt: im Februar bei der

Hotel & Gastro Union in Luzern, im Juni bei der Hotel & Gastro Union in Lausanne und im November bei Travail.Suisse in Bern. Die Sitzungen werden jeweils vom Vorstand vorbereitet und vom Präsidenten und Vize-Präsidenten geleitet.

Erfolgreiche Kommunikation ...

Im Februar 2014 verabschiedete Jeunesse.Suisse ein Kommunikationskonzept. Somit sind die Kommunikationswege klar definiert und die Aufgabenverteilung auf einen Blick ersichtlich. Jeunesse.Suisse veröffentlichte 2014 diverse Medienmitteilungen und rief unter anderem zur Annahme der Mindestlohninitiative und zum Kampf gegen die Jugendarmut in der Schweiz auf (www.jeunesse.ch/aktuell/medienmitteilungen).

... und professioneller Auftritt

Jeunesse.Suisse hat seit August 2014 eine eigene Website (www.jeunesse.ch). Die neue Facebook-Fanpage wurde lanciert und ist für eine zusätzliche Internetpräsenz (vor allem bei der Zielgruppe von Jeunesse.Suisse) von grosser Bedeutung. Seit 2014 hat Jeunesse.Suisse auch ein eigenes Corporate Design. Alle Printprodukte werden künftig einheitlich gestaltet. Der Auftritt nach aussen wurde professionalisiert und die Wiedererkennung ist somit gewährleistet.

Beliebte Kurse für Junge

Jeunesse.Suisse hat 2014 folgende Jugendkurse organisiert und durchgeführt:

Motiviert und begeistert im Bewerbungsprozess, Beinwil am See (12.–13. April 2014), Mobbing – dreisprachiger Workshop, Delémont (10.–11. Mai 2014), Nationaler Jugendrat 2014, Luzern & Morschach (11.–12. Oktober 2014).

Stand an den SwissSkills 2014

Jeunesse.Suisse war mit einem eigenen Stand an den SwissSkills, die vom 17. bis 21. September in Bern stattgefunden haben, dabei. Die Vorbereitungen waren intensiv, aber die Arbeit hat sich gelohnt! Jeunesse.Suisse blickt auf eine tolle Woche mit vielen wertvollen Erfahrungen und Impulsen für die Zukunft zurück. Herzlichen Dank an alle, die freiwillig am Stand mitgearbeitet haben!



Malika Zouaoui, Mitglied des Vorstandes von Jeunesse.Suisse.

Malika Zouaoui, membre du comité de Jeunesse.Suisse.

ARC habillé de neuf

ARC en deuil de son président

Josef Lustenberger, le président d'ARC, est décédé le 16 septembre 2014. Il a été président de l'Institut de formation depuis le 6 mai 2009 jusqu'à son décès. Il était un homme et un président de cœur, plein de joie de vivre et de motivation qu'il savait transmettre autour de lui.

pARCours 2014

ARC a un but précis: épauler les travailleurs et travailleuses sur leur lieu de travail, dans le contexte du marché du travail et au sein du monde

Das Bildungsinstitut ARC wird ihn als feinfühligem, lebensfrohen und motivierenden Menschen in Erinnerung behalten: Josef Lustenberger, Präsident von 2009 bis 2014.

L'institut de formation ARC se souviendra de lui comme d'un homme de cœur, plein de joie de vivre et de motivation: Josef Lustenberger, président de 2009 à 2014.



Nouvelle identité visuelle pour ARC

ARC a été créé en 2000. Il était donc temps de lui donner une nouvelle identité visuelle. Tout a été préparé en 2014 pour apparaître dans un nouvel habit en 2015. L'accent a été mis sur le site www.formation-arc.ch qui a été repensé et adapté aux nouvelles possibilités technologiques. Le dépliant a aussi fait peau neuve. Quant au graphisme, ARC s'est beaucoup inspiré du corporate design de Travail.Suisse.

Cours d'introduction à la politique du personnel

Les fédérations affiliées à Travail.Suisse ont chargé ARC de proposer à leur nouveau personnel un cours d'introduction à la politique du personnel, reprenant ainsi une ancienne tradition. Plus de 20 personnes ont participé au cours des 22/23 mai 2014 à Konolfingen. Il ressort de l'évaluation que de tels cours doivent désormais être proposés régulièrement. Ils permettent de mieux comprendre l'activité de Travail.Suisse et de renforcer la collaboration entre les fédérations affiliées.

Plate-forme d'apprentissage sur le thème de la sécurité au travail

La plate-forme d'apprentissage sur le thème de la sécurité au travail (www.arbeitssicherheit-hf.ch) est accessible depuis l'été 2014. Elle a été mise en place en collaboration avec la Conférence des Hautes écoles spécialisées et le soutien de la Suva. Elle doit sensibiliser les étudiants des Hautes écoles spécialisées aux questions de sécurité au travail. Elle propose un programme d'apprentissage qui se termine par un test. Les branches suivantes sont associées à ce projet: technique, économie, affaires sociales, santé et tourisme.

Vers la création d'une nouvelle association faîtière de la formation continue

ARC s'est joint à l'Enaip (www.enaip.ch) et au Centro di formazione professionale CFP (www.cfp-ocst.ch) afin de se pencher sur la question de la création d'une nouvelle association faîtière de la formation continue. Le groupe de travail mis sur pied à cet effet a élaboré une première mouture des statuts. Il a aussi demandé aux trois responsables concernés d'entamer une collaboration et de l'entretenir activement, déjà avant la création de cette association. Il a aussi été question du rapport qu'entretiendra la nouvelle association faîtière de la formation continue avec l'organisation faîtière des travailleurs et travailleuses Travail.Suisse.

ARC im neuen Kleid

ARC trauert um seinen Präsidenten

Im Vereinsjahr 2014 verstarb der Präsident von ARC. Josef Lustenberger war vom 6. Mai 2009 bis

zu seinem Tod am 16. September 2014 Präsident des Bildungsinstitutes. Er war ein überaus feinfühlicher, motivierender und lebensfroher Mensch und Präsident. So werden ihn die Vereinsmitglieder auch in Erinnerung behalten.

BildungspARCours 2014

ARC hat ein klares Ziel vor Augen: Die Arbeitnehmenden

durch Bildungsarbeit an ihrem Arbeitsplatz, auf dem Arbeitsmarkt und in der Arbeitswelt zu unterstützen. Auch 2014 hat das Bildungsinstitut dieses Ziel wieder verfolgt und 81 Kurse (+2) an 142 Kurstagen (+12) durchgeführt. Die Kurse werden entweder in Deutsch, Französisch oder Italienisch durchgeführt. Besonderer Beliebtheit erfreuen sich dabei immer wieder Kurse zur Rechtschreibung, zu den Sozialversicherungen, zu den Themen «Buchhaltung» und «Pensionierung», aber auch Kurse, die dazu beitragen, das psychische Gleichgewicht zu finden.

Neuer visueller Auftritt von ARC

ARC wurde im Jahre 2000 gegründet. Es war Zeit, den visuellen Auftritt zu erneuern. Im Jahr 2014

wurde alles vorbereitet, um mit dem neuen «Kleid» ins Bildungsjahr 2015 steigen zu können. So wurde insbesondere die Homepage www.formation-arc.ch neu gestaltet und den neuen technischen Möglichkeiten angepasst. Aber auch der Flyer erhielt ein

Lifting. Bei der grafischen Neugestaltung hat sich ARC stark vom Corporate Design von Travail.Suisse anregen lassen.

Einführungskurs in die Arbeitnehmerpolitik

Die Mitgliedsverbände von Travail.Suisse haben ARC den Auftrag gegeben,

für ihre neuangestellten Personen einen Einführungskurs in die Arbeitnehmerpolitik auszuschreiben und durchzuführen. Damit wurde eine alte Tradition wieder aufgenommen. Über 20 Personen nahmen am Kurs vom 22./23. Mai 2014 in Konolfingen teil. Die Auswertung ergab, dass diese Art Kurse von jetzt an wieder regelmässig durchgeführt werden sollen. Sie helfen, die Arbeit von Travail.Suisse besser zu verstehen, aber auch die Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedsverbänden zu stärken.

Lernplattform Arbeitssicherheit

Seit Sommer 2014 ist die Lernplattform Arbeitssicherheit (www.arbeitssicherheit-hf.ch) in Betrieb.

Sie wurde zusammen mit der Konferenz der Höheren Fachschulen und mit der Unterstützung der Suva aufgebaut. Ziel ist es, die Studierenden an Höheren Fachschulen für ihre zukünftigen Führungsaufgaben in den Betrieben für das Thema Arbeitssicherheit zu sensibilisieren. Die Lernplattform beinhaltet ein Lernprogramm, das mit einem Schlusstest abgeschlossen wird. Involviert in dieses Projekt sind die Branchen Technik, Wirtschaft, Soziales, Gesundheit und Tourismus.

Auf dem Weg zur Gründung eines neuen Weiterbildungsdachverbandes

ARC hat sich mit Enaip (www.enaip.ch) und Centro di formazione professionale CFP (www.cfp-ocst.ch) zusammengesetzt, um die Frage nach der Gründung eines neuen nationalen Wei-

terbildungsdachverbandes zu diskutieren. Die von den drei Organisationen eingesetzte Arbeitsgruppe erarbeitete einen ersten Statutenentwurf. Zudem beauftragte sie die drei Geschäftsführer, schon vor der Gründung des neuen Vereins die Zusammenarbeit aufzunehmen und intensiv zu pflegen. Schliesslich wurden auch Abklärungen zur Frage gemacht, in welchem Verhältnis der neue Weiterbildungsdachverband zum Arbeitnehmersdachverband Travail.Suisse stehen soll.

Stratégie de développement réussie

Brücke • Le pont a poursuivi avec succès en 2014 sa stratégie de développement. Les points marquants de l'année ont été divers changements parmi le personnel et l'extension de ses activités de développement au Honduras. Brücke • Le pont est désormais présente dans sept pays.

Changement au comité

Yonne Buschor, de Lucerne, est devenue en mai 2014 la nouvelle présidente de Brücke • Le pont. En sa qualité d'ancienne responsable du secteur « Amérique du Sud » à l'œuvre d'entraide Action de Carême, elle apporte une vaste expérience dans le domaine de la coopération au développement et de la gestion et dispose d'un réseau professionnel très étendu. Elle a pris la succession d'Armin Hürner du KAB St. Gall qui a occupé le poste ad intérim après le départ de Marie-Thérèse Weber-Gobet. Armin Hürner a repris les fonctions de vice-président/e et de caissier/ière que Therese Walker avaient occupées pendant 12 ans.

Changement au sein de l'équipe de Fribourg

En mai 2014, Virginie Moret est devenue la nouvelle assistante de programme. En automne 2014, Christoph Eichele et Thierry Pleines ont quitté l'équipe et ont été remplacés par Monika Rothen (fundraising Suisse alémanique) et Arndt Brodkorb (programme Afrique).

La succession de José Balmer, qui prend sa retraite en 2015, a déjà été réglée. Ses tâches vont

être réparties entre deux personnes: Andreas Jahn (communication et politique de développement) et André Dembinski (fundraising Suisse romande).

Projets réussis

En 2014, les organisations partenaires de Brücke • Le pont ont œuvré en Afrique et en Amérique latine dans le cadre de 35 projets au total, dont deux ont été bouclés et trois étaient nouveaux. Dans l'ensemble, les projets se sont déroulés selon le plan établi. Il est évident qu'une collaboration à long terme et bien rodée est garante d'un travail sérieux et efficace. Dans un cas – le projet Kponno: fabrication et vente de pain de sorgho – on a déploré le décès subit du responsable du projet. Mais même dans ce cas tragique une solution a été trouvée qui a permis de poursuivre le projet. Dans le cadre de ces 35 projets, des centaines de jeunes ont reçu une brève formation professionnelle axée sur la pratique, des milliers de familles ont amélioré leurs revenus et bénéficié d'améliorations de leurs conditions de travail. Les rapports détaillés sur ces projets sont encore en cours d'élaboration.

Nouveau: programme Honduras

En 2014, Brücke • Le pont a entamé les trois premiers projets du nouveau programme au Honduras, mettant l'accent sur « la formation professionnelle des jeunes des milieux défavorisés » et « le respect des droits du travail ». Il s'agit des mêmes priorités que celles du pays voisin El Salvador. Les expériences qui y ont été faites peuvent être utiles au Honduras et des synergies peuvent être créées. Cette démarche

va rendre le programme régional pour l'Amérique centrale plus cohérent et plus efficace. Quant au programme de développement rural au Nicaragua, il est poursuivi jusqu'à fin 2015 puis sera bouclé.

Engagement en faveur de Fifafoul et Droit sans frontières

En 2014, Brücke • Le pont a pris part à la campagne « Fifafoul » de Solidar Suisse, qui demandait à la FIFA, dans le cadre des championnats du monde de football au Brésil, plus de fairness, non seulement sur la pelouse des stades, mais aussi sur le plan économique et en ce qui concerne la façon de traiter la population locale.

Brücke • Le pont s'est aussi associée à la campagne « Droit sans frontières » qui vise à obliger par la loi les multinationales ayant leur siège en Suisse à respecter partout dans le monde les droits humains et les standards écologiques. En 2014, la campagne s'est surtout concentrée sur une activité de lobbying au Parlement et a élaboré les bases d'une initiative populaire qui sera lancée en avril 2015: « Pour des multinationales responsables – Protégeons les droits humains et l'environnement ». La récolte de signatures démarre en mai 2015.

Soutien de la DDC

L'évaluation de Brücke • Le pont, commandée par la Direction du développement et de la coopération DDC à un groupe d'experts en automne 2013 a été très positive. Le rapport atteste de la pertinence et de l'efficacité de son activité de coopération au développement,

Erfolgreiche Vorwärtsstrategie

Brücke • Le pont setzte 2014 ihre Vorwärtsstrategie erfolgreich fort. Besonderheiten des Jahres waren verschiedene Personalwechsel sowie die Ausdehnung der Entwicklungsarbeit auf Honduras. Damit ist Brücke • Le pont in sieben Ländern tätig.

Wechsel im Vorstand

Mit Yonne Buschor aus Luzern erhielt Brücke • Le pont im Mai 2014 eine neue Präsidentin. Als ehemalige Bereichsleiterin «Südamerika» beim Fastenopfer bringt sie viel Erfahrung in Entwicklungszusammenarbeit und Führung mit und verfügt über ein breites berufliches Netz. Sie löste Armin Hürner von der KAB St. Gallen ab, der das Amt nach dem Rücktritt von Marie-Thérèse Weber-Gobet ein Jahr interimistisch ausgeübt hatte. Armin Hürner übernahm neu die Ämter des Vizepräsidenten und des Kassiers, welche Therese Walker nach 12 Jahren niederlegte.

Wechsel im Team Freiburg

Im Mai 2014 wurde Virginie Moret als Programmassistentin engagiert. Im Herbst 2014 schieden Christoph Eichele und Thierry Pleines aus dem Team aus. Ihre Nachfolge traten Monika Rothen (Fundraising Deutschschweiz) und Arndt Brodkorb (Afrika-Programm) an.

Auch die Nachfolge von José Balmer, der 2015 in Pension geht, wurde bereits geregelt. Seine Aufgaben werden auf zwei Personen aufgeteilt: Andreas Jahn (Kommunikation und Entwicklungspolitik) und André Dembinski (Fundraising Westschweiz).

Erfolgreiche Projektarbeit

2014 führten die Partnerorganisationen von Brücke • Le pont in Afrika und Lateinamerika insgesamt 35 Projekte durch, wobei zwei beendet und drei neu gestartet wurden. Im Grossen und Ganzen verliefen die Projekte erfolgreich nach Plan. Es zeigt sich, dass die langfristige und gut eingespielte Zusammenarbeit Gewähr für seriöse und wirkungsvolle Arbeit bietet. In einem Fall – Projekt Kponno: Herstellung und Verkauf von Sorghum-Brot – musste der unerwartete Tod des Projektleiters beklagt werden. Aber selbst in diesem tragischen Fall konnte eine Lösung für die Weiterführung des Projekts gefunden werden. In den 35 Projekten erhielten wiederum Hunderte von jungen Leuten eine kurze, praxisorientierte Berufsbildung, Tausende von Familien verbesserten ihre Einkommen und profitierten von Verbesserungen ihrer Arbeitsbedingungen. Noch sind die detaillierten Projektberichte in Ausarbeitung.

Neu: Programm Honduras

2014 startete Brücke • Le pont die ersten drei Projekte des neuen Programms in Honduras mit den Schwerpunkten «Berufsbildung für junge Leute aus armen Verhältnissen» sowie «Durchsetzung der Arbeitsrechte». Es sind die gleichen Schwerpunkte wie im Nachbarland El Salvador. Somit können die Erfahrungen von dort genutzt und Synergien geschaffen werden. Mit dieser strategischen Neuausrichtung wird das Regionalprogramm Zentralamerika kohärenter und wirksamer. Das Programm zur ländlichen Entwicklung in Nicaragua wird bis Ende 2015 weitergeführt.

Engagement für Fifafoul und Recht ohne Grenzen

2014 beteiligte sich Brücke • Le pont an der Kampagne «Fifafoul» von Solidar Suisse, welche anlässlich der Fussballweltmeisterschaft in Brasilien von der FIFA mehr Fairness nicht nur auf dem Rasen, sondern auch in wirtschaftlicher Hinsicht und bei der Behandlung der lokalen Bevölkerung verlangte.

Brücke • Le pont setzte ihr Engagement auch in der Kampagne «Recht ohne Grenzen» fort, welche die multinationalen Konzerne mit Sitz in der Schweiz per Gesetz verpflichten will, sich weltweit an die Menschenrechte und an ökologische Standards zu halten. 2014 leistete die Kampagne vor allem Lobbyarbeit im Parlament und erarbeitete die Grundlagen für eine Initiative, die im April 2015 lanciert wird. Sie heisst «Volksinitiative für verantwortungsvolle Konzerne – zum Schutz von Mensch und Umwelt». Die Unterschriftensammlung wird im Mai 2015 starten.

Zusage der DEZA

Die Evaluation von Brücke • Le pont, welche die Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit DEZA im Herbst 2013 durch ein Expertenteam durchführen liess, fiel sehr positiv aus. Der Bericht bescheinigt Brücke • Le pont hohe Relevanz und gute Wirksamkeit der Entwicklungszusammenarbeit bei effizientem und sparsamem Einsatz der finanziellen Mittel. Aufgrund dieses Befundes sagte die DEZA 2014 Brücke • Le pont eine Erhöhung ihres Beitrags zu: 1.8 Millionen Franken für 2015 und 2 Millionen Franken für 2016. Aber im Gegenzug muss Brücke • Le pont selber mehr Spendengelder



Die Förderung von Wertschöpfungsketten bringt die Beteiligten in Produktion, Verarbeitung, Transport und Handel zusammen und verhilft so zu höheren Einkommen für alle.

Le développement des chaînes de création de valeur rapproche les acteurs dans la production, la transformation, le transport et la commercialisation, ce qui crée des revenus plus élevés pour tous.

couplées avec une utilisation efficace et modérée des ressources financières. Au vu de ce constat, La DDC a accordé à Brücke • Le pont une augmentation de sa contribution : 1.8 millions de francs pour 2015 et 2 millions de francs pour 2016. Mais Brücke • Le pont doit en contrepartie lever elle-même plus de dons afin que la part de la DDC ne dépasse pas 40 pour cent de la somme globale.

Un grand merci!

Brücke • Le pont remercie de tout cœur ses donatrices et donateurs. Leur soutien a permis d'améliorer les conditions de travail et d'existence d'innombrables femmes, hommes et jeunes. Ils peuvent vivre désormais dans la dignité.

einholen, damit der DEZA-Anteil nicht über 40 Prozent der Gesamtsumme steigt.

Herzlichen Dank!

Allen Spenderinnen und Spendern dankt Brücke • Le pont ganz herzlich. Mit ihrer Unterstützung verbesserten ungezählte Frauen, Männer und Jugendlichen ihre Arbeits- und Lebensbedingungen und können nun ein würdiges Leben führen.

Représentations de Travail.Suisse (état 31 décembre 2014)

Politique du marché de travail

Commission fédérale pour la politique économique
Martin Flügel

Groupe de contact Banque nationale suisse BNS
Martin Flügel

Commission tripartite fédérale mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes
Gabriel Fischer et Stefan Unternährer

Commission fédérale de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage
Gabriel Fischer, Arno Kerst et Silvano Salvadori

Commission fédérale du travail
Catherine Gehri et Arno Kerst

Commission fédérale de conciliation en matière de conflits collectifs de travail
René-Pierre Thorimbert et Stefan Unternährer

Commission de la statistique fédérale
Denis Torche

Politique sociale

Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
Matthias Kuert Killer

Commission fédérale de la prévoyance professionnelle
Matthias Kuert Killer et Kurt Regotz

Caisse supplétive LPP, Conseil de fondation
Martin Flügel et Urs Masshardt

Fondation Fonds de garantie LPP, Conseil de fondation
Matthias Kuert Killer

Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents Suva, conseil d'administration
Matthias Kuert Killer, Urs Masshardt, Kurt Regotz, Renato Ricciardi et Janine Wicki

Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail
Diego Frieden et Fritz Bütikofer

Fonds de compensation de AVS/AI/APG, conseil d'administration
Martin Flügel

Pro Familia Suisse
Martin Flügel et Valérie Borioli Sandoz

Politique de l'égalité

Commission fédérale pour les questions féminines
Valérie Borioli Sandoz

Politique des étrangers

Commission fédérale pour les questions de migration
Denis Torche

Politique de la formation

Commission fédérale pour la formation professionnelle
Bruno Weber-Gobet

Commission fédérale des hautes écoles spécialisées
Franz Baumberger et Bruno Weber-Gobet

Fédération suisse pour la formation continue FSEA, comité
Bruno Weber-Gobet

Société suisse pour la recherche appliquée en matière de formation professionnelle (SRFP), comité
Bruno Weber-Gobet

Politique extérieure

Commission consultative du Point de contact national pour les principes directeurs l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
Denis Torche

Commission tripartite fédérale pour les affaires de l'OIT
Denis Torche

Comité exécutif de la Confédération Européenne des Syndicats (CES)
Martin Flügel et Denis Torche

Comité exécutif AELE
Kurt Regotz

Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen (Stand 31. Dezember 2014)

Arbeitsmarktpolitik

Eidgenössische Kommission für Wirtschaftspolitik
Martin Flügel

Kontaktgruppe Schweizerische Nationalbank SNB
Martin Flügel

Eidgenössische tripartite Kommission Begleitmassnahmen Personenfreizügigkeit
Gabriel Fischer und Stefan Unternährer

Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung
Gabriel Fischer, Arno Kerst und Silvano Salvadori

Eidgenössische Arbeitskommission
Catherine Gehri und Arno Kerst

Eidgenössische Einigungsstelle zur Beilegung von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten
René-Pierre Thorimbert und Stefan Unternährer

Eidgenössische Kommission für Bundesstatistik
Denis Torche

Sozialpolitik

Eidgenössische Kommission für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung
Matthias Kuert Killer

Eidgenössische Kommission für die berufliche Vorsorge
Matthias Kuert Killer und Kurt Regotz

Auffangeinrichtung BVG, Stiftungsrat
Martin Flügel und Urs Masshardt

Sicherheitsfonds BVG, Stiftungsrat
Matthias Kuert Killer

Verwaltungsrat der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt Suva
Matthias Kuert Killer, Urs Masshardt, Kurt Regotz, Renato Ricciardi und Janine Wicki

Eidgenössische Kommission für Arbeitssicherheit
Diego Frieden und Fritz Bütikofer

Verwaltungsrat des Ausgleichsfonds AHV/IV/EO
Martin Flügel

Pro Familia Schweiz
Martin Flügel und Valérie Borioli Sandoz

Gleichstellungspolitik

Eidgenössische Kommission für Frauenfragen
Valérie Borioli Sandoz

Ausländerpolitik

Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen
Denis Torche

Bildungspolitik

Eidgenössische Berufsbildungskommission
Bruno Weber-Gobet

Eidgenössische Fachhochschulkommission
Franz Baumberger und Bruno Weber-Gobet

Vorstand Schweizerischer Verband für Weiterbildung SVEB
Bruno Weber-Gobet

Vorstand Schweizerische Gesellschaft für angewandte Berufsbildungsforschung SGAB
Bruno Weber-Gobet

Aussenpolitik

Eidg. Kommission zur Beratung des Nationalen Kontaktpunktes für die OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen
Denis Torche

Eidgenössische tripartite Kommission für IAO-Angelegenheiten
Denis Torche

Exekutivausschuss des Europäischen Gewerkschaftsbundes EGB
Martin Flügel und Denis Torche

EFTA-Konsultativausschuss
Kurt Regotz

Effectif des membres des organisations affiliées

Effectif des membres le 1er janvier 2014

Syna	60012
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	40700
Hotel & Gastro Union	21133
transfair	12328
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	12220
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	2285
Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses HES-CH	1200
Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE	1004
Association romande des logopédistes diplômés ARLD	852
Employés Droguistes Suisse	200
Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es en Suisse VUCAS	84
Total	152018

Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen

Mitgliederbestand per 1. Januar 2014

Syna	60012
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	40700
Hotel & Gastro Union	21133
transfair	12328
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	12220
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	2285
Schweizerischer Verband der Fachhochschuldozierenden FH-CH	1200
Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE	1004
Association romande des logopédistes diplômés ARLD	852
Angestellte Drogisten Suisse	200
Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS	84
Total	152018

Adresses

Secrétariat central

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, case postale 5775, 3001 Berne
tél. 031/370.21.11 fax 031/370.21.09
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Organisations affiliées

Syna

Römerstrasse 7, case postale, 4601 Olten
tél. 044/279.71.71 fax 044/279.71.72
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
tél. 091/921.15.51 fax 091/923.53.65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.com
www.ocst.com

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
case postale 3027, 6002 Lucerne
tél. 041/418.22.22 fax 041/412.03.72
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, case postale, 3000 Berne 14
tél. 031/370.21.21 fax 031/370.21.31
e-mail: zentralsekretariat@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Rue de Condémines 14,
case postale 1272, 1951 Sion
tél. 027/327.34.56 fax 027/327.34.59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden
Tel. 058/589.37.17 Fax. 058/589.21.23
e-mail: pasqua-de-masi@avabb.ch
www.avabb.ch

Association des Professeurs des Hautes écoles spécialisées HES-CH

c/o Denise Martin, secrétaire générale,
Hofmatt 42, 5112 Thalheim
tél. 056/443 06 03 fax. 056/443 06 04
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch
www.fh-ch.ch

Fédération Suisse des Représentations du Per- sonnel de l'Economie Electrique FPE

3000 Berne
tél. 0844/373.373 (4 cent./min) fax. 071/757.94.59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Association romande des logopédistes diplômés ARLD

Schlössli 7, 2512 Tüscherz
tél. 032/322 88 42 fax. 032/322 88 43
e-mail: michele.kaufmann@arld.ch
www.arld.ch

Employés Drogistes Suisse

Gerbergasse 26, case postale 644, 4001 Bâle
tél. 061/261.45.45 fax. 061/261.46.18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es en Suisse VUCAS

case postale 4132, 8022 Zurich
tél. 044/720.81.45

Autres adresses

Institut de formation ARC

Hopfenweg 21, case postale 5775, 3001 Berne
tél. 031/370.21.11 fax 031/370.21.09
e-mail: arc@travailsuisse.ch
www.formation-arc.ch

Brücke · Le pont

Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg
tél. 026/425.51.51 fax. 026/425.51.50
e-mail: info@bruecke-lepont.ch
www.bruecke-lepont.ch

Adressen

Geschäftsstelle

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, Postfach 5775, 3001 Bern
Tel. 031/370.21.11 Fax. 031/370.21.09
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Mitgliedsorganisationen

Syna

Römerstrasse 7, Postfach, 4601 Olten
Tel. 044/279.71.71 Fax. 044/279.71.72
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
Tel. 091/921.15.51 Fax. 091/923.53.65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.com
www.ocst.com

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
Postfach 3027, 6002 Luzern
Tel. 041/418.22.22 Fax. 041/412.03.72
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, Postfach, 3000 Bern 14
Tel. 031/370.21.21 Fax. 031/370.21.31
e-mail: zentralsekretariat@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Rue de Condémines 14,
case postale 1272, 1951 Sion
Tel. 027/327.34.56 Fax. 027/327.34.59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden
Tel. 058/589.37.17 Fax. 058/589.21.23
e-mail: pasqua.de-masi@avabb.ch
www.avabb.ch

Schweizerischer Verband der Fachhochschuldozierenden FH-CH

c/o Denise Martin, Geschäftsleiterin,
Hofmatt 42, 5112 Thalheim
Tel. 056/443 06 03 Fax. 056/443 06 04
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch
www.fh-ch.ch

Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE

3003 Bern
Tel. 0844/873.873 (4 Rp./Min.) Fax. 071/757.94.59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Association romande des logopédistes diplômés ARLD

Secrétariat général
Schlössli 7, 2512 Tüscherz
Tel. 032/322 88 42 Fax. 032 322 88 43
e-mail: michele.kaufmann@arld.ch
www.arld.ch

Angestellte Drogisten Suisse

Gerbergasse 26, Postfach 644, 4001 Basel
Tel. 061 261.45.45 Fax. 061/261.46.18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS

Postfach 4132, 8022 Zürich
Tel. 044/720.81.45

Weitere Adressen

Bildungsinstitut ARC

Hopfenweg 21, Postfach 5775, 3001 Bern
Tel. 031/370.21.11 Fax. 031/370.21.09
e-mail: arc@travailsuisse.ch
www.formation-arc.ch

Brücke • Le pont

Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg
Tel. 026/424 51 51 Fax. 026/425 51 50
e-mail: info@bruecke-lepont.ch
www.bruecke-lepont.ch

Konzept und Gestaltung: www.muellerluetolf.ch
Fotos/photos: S./p. 6, 10, 11, 12, 13: Fabian Lütolf
S./p. 9, 29: Severin Nowacki
S. /p. 20, 23: Keystone
S./p. 1, 32, 36, 37: Travail.Suisse
S./p. 38: Syna
S./p. 42: Brücke x Le pont

Travail.Suisse

Hopfenweg 21
PF/CP 5775
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch